

### Sommaire

- Éditorial
- 4 Structures du Groupe
- 6 Chiffres clés 1996
- 8 Implantations
- 10 Rapport du conseil d'administration

#### L'activité en 1996

- 18 Bâtiment et travaux publics
- Travaux routiers
- Ingénierie et travaux électriques Thermique-Mécanique 42
- 48
- Concessions et autres activités

#### Éléments financiers

- 61 Comptes consolidés
- Comptes sociaux



## Éditorial



Les marchés sur lesquels interviennent nos entreprises sont engagés dans une profonde mutation: la demande solvable s'est durablement rétrécie; simultanément, la nature des besoins d'équipements a sensiblement évolué et le changement qualitatif est plus marqué encore que la contraction des volumes. Nous savons bien qu'au-delà de la reprise attendue, l'exercice de nos métiers requiert

un effort considérable d'adaptation au service de nos clients, dans un contexte de compétition toujours plus ouvert et exigeant.

La SGE change aussi. 1996, comme 1995, a été une mauvaise année pour les constructeurs. Mais elle a été mise à profit par notre Groupe pour préparer l'avenir.

Tout d'abord, la Compagnie Générale des Eaux a fait le choix très clair de constituer autour de la SGE la branche travaux de son pôle construction. S'ajoutant à celui de CBC pour le bâtiment, l'apport de GTIE et de Santerne vient considérablement renforcer la Division ingénierie et travaux électriques et confère à la SGE un profil d'ensemble plus attractif et plus équilibré, avec un volume important d'activité à cycle différent de celui du BTP traditionnel, et des marges plus récurrentes.

Parallèlement, la réorganisation des structures de la SGE, aujourd'hui achevée, s'est fondée sur une logique de métiers, en articulant les activités en quatre divisions : la première regroupe les deux métiers du bâtiment et du génie civil ; la deuxième celui des travaux routiers ; la troisième l'ingénierie et les travaux électriques ; et la quatrième les métiers de la thermique-mécanique. En 1997, chacun de ces métiers pèsera pour un cinquième environ de l'activité totale du Groupe.

Nous attendons de cette réorganisation une efficacité interne accrue, une capacité renforcée de conquête de nouveaux marchés, une meilleure lisibilité pour nos clients et partenaires, un développement de notre aptitude à approcher les grands projets transversaux qui fédèrent plusieurs métiers.

Par-delà les frontières, les langues, les cultures nationales, le métier est le langues commun, le point de rencontre, le lieu d'échanges d'expériences entre nos collaborateurs, et notamment dans cette Europe en formation où la SGE compte de nombreuses implantations ou filiales, en particulier en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et au Benelux. La SGE est ainsi la première entreprise européenne qui n'affirme pas qu'une vocation, mais offre déjà une réalité.

La gestion décentralisée reste la force du groupe SGE. Nous avons pris garde de maintenir, voire de renforcer, des liens étroits avec nos clients. Notre image reste marquée par nos réalisations de grands projets, qui demeurent l'une de nos vocations et de nos ambitions. Mais nous n'oublions pas qu'une très large part de notre activité de constructeurs est apportée par nos métiers de proximité, dont l'exercice s'apparente de plus en plus à celui des métiers de services : c'est là aussi que se joue un avenir que nous envisageons avec confiance.

Jean-Marie Messier Président-directeur général

## Structures du Groupe

#### Conseil d'administration

Président-Directeur général Jean-Marie Messier\*

Administrateur-Directeur général Antoine Zacharias\*

Administrateurs Dominique Bazy

Michel Cambournac

Patrick Faure Roland Genin Pierre Giraudet

Raymond Guitonneau
Guillaume Hannezo

Guillaume Hannezo Pascal Lamy

Serge Michel Guy Richard Pierre Trotot

Compagnie Générale des Eaux (représentée par Guy Dejouany)

Comité de direction Antoine Zacharias

Bernard Huvelin Pierre Parisot Alain Leclerc Roger Martin Gérard Mohr

Henri Stouff Dominique Velut

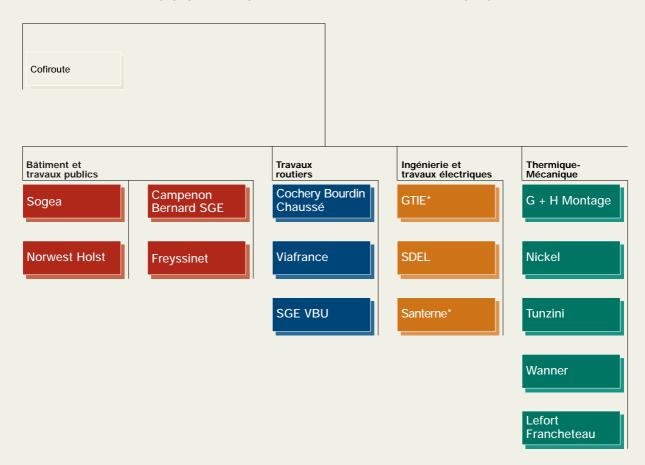
Commissaires aux comptes

Bernard Montagne et associés

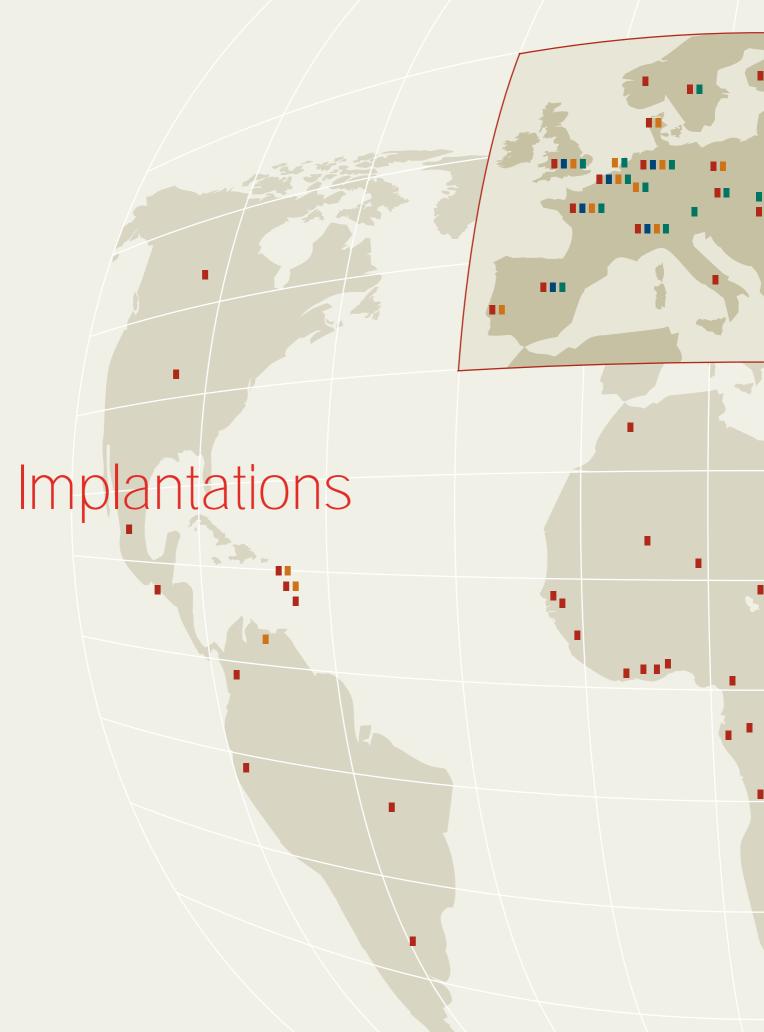
Salustro Reydel

<sup>\*</sup> Antoine Zacharias a remplacé Jean-Marie Messier à la présidence de la SGE le 18 juin 1997.

#### SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES



<sup>\*</sup> Sociétés intégrées au groupe SGE au 1er janvier 1997.





# Rapport du conseil d'administration

Après un exercice 1995 très difficile, marqué par l'évolution défavorable de ses filiales allemandes, le groupe SGE a poursuivi en 1996 la remise en ordre des secteurs non performants et la préparation des structures de demain.

Ces opérations ont malheureusement pris place dans une conjoncture générale nettement dégradée en France et en Allemagne, deux pays où le Groupe réalise 80 % de son activité. Cette situation a conduit, au-delà des réorganisations opérationnelles proprement dites, à poursuivre les efforts menés depuis plus de trois ans pour adapter les structures du Groupe à la récession continue du marché, tout en évitant de le soumettre au-delà du raisonnable à l'environnement concurrentiel.

De ce fait, en termes d'activité, l'exercice 1996 s'inscrit rigoureusement dans la tendance prévue au budget initial, avec un chiffre d'affaires de 43 milliards de francs, en baisse de 5 %. Le résultat est encore sensiblement négatif, à - 372 millions de francs (contre - 933 millions de francs en 1995), car il enregistre les conséquences de la détérioration générale de la conjoncture, notamment sur le marché français, ainsi que les coûts encore très lourds des mesures d'adaptation prises dans les différents pays.

#### **ACTIVITÉ DE L'EXERCICE 1996**

L'activité globale du groupe SGE s'est élevée à 42 983 millions de francs en 1996, en baisse de 5 % sur celle de l'exercice précédent.

A périmètre constant, la variation ressort à -5.1 %, les variations de périmètre et de change ayant été, au global, sans incidence significative sur l'évolution du chiffre d'affaires entre les deux exercices.

La part de l'activité réalisée à l'étranger s'est établie à 17 530 millions de francs, soit 40,8 % de l'ensemble du chiffre d'affaires. La répartition de l'activité entre les différentes divisions, selon la nouvelle organisation du Groupe, est la suivante :

(en millions de francs)	1995	1996	Dont étranger
Bâtiment et travaux publics	21 981	21 903	9 530
Travaux routiers	11 631	10 037	1 662
Ingénierie et travaux électriques	3 032	3 013	579
Thermique-Mécanique	8 609	8 342	5 825
Divers et éliminations	- 1	- 312	- 66
Total	45 252	42 983	17 530

Par zones géographiques, la répartition de l'activité est restée sensiblement identique à celle de 1995, avec une part France maintenue à 59 % et une légère réduction de l'Allemagne (de 22 % à 21 %), compensée par une progression de la Grande-Bretagne (de 6 % à 7 %), due, pour partie, à l'évolution favorable de la livre sterling. Conformément à sa stratégie de développement international, le groupe SGE continue de réaliser plus de 90 % de son activité dans les pays d'Europe, France incluse.

Il convient toutefois de signaler la baisse d'activité des filiales allemandes, de l'ordre

de  $10\,\%$ , supérieure à celle du Groupe pris dans son ensemble. Au-delà des effets propres de la conjoncture, cette évolution résulte des opérations de restructuration engagées en Allemagne depuis deux ans.

#### **COMPTES DE L'EXERCICE 1996**

Le compte de résultat consolidé fait ressortir, pour 1996, une perte totale (part du Groupe) de 372 millions de francs (contre une perte de 933 millions de francs en 1995).

L'analyse par origine géographique des entités concernées met en évidence les évolutions suivantes :

(en millions de francs)	1995	1996
Filiales françaises (y compris holdings et Cofiroute)	446	92
Filiales allemandes	- 838	- 489
Filiales britanniques	- 150	- 110
Total	- 542	- 507
Immobilier Berlin	- 391	- 386
Plus-value de cession Saint-Gobain	_	520
Total	- 933	- 372

Le tableau ci-dessus fait apparaître, outre l'impact très significatif de la cession de la participation de la SGE dans la Compagnie de Saint-Gobain effectuée dans l'exercice, les améliorations sensibles enregistrées en Allemagne et, dans une moindre mesure, en Grande-Bretagne, même si les résultats enregistrés dans ces pays sont encore déficitaires. Mais ces améliorations ont été contrebalancées par la baisse de la contribution positive des filiales françaises, due à la dégradation de la conjoncture routière, mais surtout aux très mauvais résultats dégagés par Sogea en Afrique de l'Est.

Par ailleurs, l'analyse du compte de résultat traduit, à côté de l'impact des pertes de Sogea dans le résultat d'exploitation, la réduction progressive des frais financiers nets, ramenés de 106 millions de francs en 1995 à 62 millions de francs en 1996, sous les effets de la réduction de l'endettement et de la baisse des taux.

Le résultat exceptionnel enregistre un montant encore élevé de charges de restructuration (435 millions de francs, contre 484 millions de francs en 1995) ainsi que l'incidence de la cession, fin 1996, des projets immobiliers de Berlin (Lindencorso, Anthropolis, Friedrichstadt Passagen), pour un montant de 386 millions de francs. La moitié de ce montant représente des provisions destinées à assurer la couverture des risques locatifs relatifs aux baux pris pour des durées de vingt à trente ans pour les deux premiers projets, de dix à quinze ans pour le troisième.

En ce qui concerne les éléments de structure financière, les comptes 1996 font apparaître un excédent de trésorerie sur les dettes financières de 3,3 milliards de francs, en amélioration de près de 3,8 milliards de francs sur la position de la fin 1995.

Le désendettement de la SGE est principalement dû aux désinvestissements financiers intervenus au cours de l'exercice, à la cession des actifs immobiliers de Berlin et à la gestion des créances. Il résulte également de l'évolution positive de la trésorerie d'exploitation de la quasi-totalité des entités opérationnelles du Groupe.

Les comptes sociaux de la société mère se soldent par un résultat bénéficiaire de 58 054 139,18 francs en 1996 contre une perte de 851 994 738,10 francs en 1995.

Il vous est proposé d'affecter ce résultat en «report à nouveau» pour 55 151 432,18 francs, après imputation de 2 902 707 francs à la réserve légale. Nous vous rappelons que le poste report à nouveau avait été apuré et ramené à 0 après les importantes pertes sociales de 1995.

Conformément à la loi, il vous est également rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre de l'exercice 1995, et que les distributions faites au titre de 1993 et de 1994 ont été les suivantes :

Exercice	Nombre de titres	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1993	24 543 375	5,00 F	2,50 F	7,50 F
1994	29 197 859	5,00 F	2,50 F	7,50 F

Nous vous précisons enfin que les dépenses visées par l'article 39.4 du Code général des Impôts ont atteint 175 595 francs en 1996.

#### PERSPECTIVES 1997

Les perspectives 1997 doivent s'apprécier en tenant compte de l'ensemble des opérations de réorganisation engagées au deuxième semestre 1996, qui donneront leurs effets dans l'année en cours.

Ces opérations peuvent être regroupées en deux grandes catégories.

Les unes concernent l'intégration au sein de la SGE de plusieurs entreprises exerçant leur activité dans le domaine de la construction et des travaux, restées jusqu'alors filiales directes de la Compagnie Générale des Eaux ou de certaines de ses filiales. Cette intégration confirme le rôle de la SGE comme société de tête du pôle construction – fédérant l'ensemble des activités travaux – de la Compagnie Générale des Eaux.

C'est ainsi que, par voie d'apport (assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 1997), GTIE et Santerne, sociétés d'ingénierie et de travaux électriques, sont venues renforcer très substantiellement les moyens du Groupe dans ce secteur en lui apportant une activité additionnelle de plus de 8 milliards de francs. Par ailleurs, la SGE a acquis, fin 1996, auprès de la Compagnie Générale des Eaux, 40 % du capital de la Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction (CBC), dans la perspective d'une prise de contrôle majoritaire devant intervenir avant la fin du premier semestre 1997. CBC réalise environ 5 milliards de francs de chiffre d'affaires dans le bâtiment en France, en Europe et à l'International.

La deuxième catégorie d'opérations a trait à l'achèvement de la réorganisation par métiers du groupe SGE autour de quatre divisions : BTP, Ingénierie et travaux électriques, Travaux routiers, Thermique-Mécanique (voir organigramme simplifié de la nouvelle organisation du groupe SGE page 5). Le schéma retenu, privilégiant une organisation forte et claire, devra favoriser le développement de synergies internes, notamment dans la réalisation de projets communs transversaux et pour le développement international.

Les responsables des cinq entreprises de tête de chaque division constituent, autour de la Direction générale de la SGE, un Comité de direction plus resserré que par le passé.

Ce nouvel ensemble devrait réaliser en 1997 un chiffre d'affaires de l'ordre de 52 milliards de francs (dont 25 milliards de francs dans le bâtiment et les travaux publics, 11 milliards de francs dans l'ingénierie et les travaux électriques, 10 milliards de francs dans les travaux routiers et 7 milliards de francs dans la thermique-mécanique), en progression apparente de 21 % par rapport à 1996, mais en réduction de 9 % si l'on raisonne à structures comparables. Cette diminution, qui va sans doute un peu au-delà de la baisse prévisible des marchés, paraît cependant être l'une des conditions du retour à un résultat bénéficiaire, compte tenu de la nécessité de renforcer la politique de sélectivité en matière de prise d'affaires.

#### RÉPARTITION DU CAPITAL - BOURSE

Au 31 décembre 1996, le capital social de votre société était divisé en 30 414 182 actions de 85 francs (soit un capital nominal de 2 585 205 470 francs), la variation d'environ 217 000 actions d'un exercice sur l'autre étant due aux souscriptions du plan d'épargne des salariés du Groupe dans le cadre des versements de l'exercice 1996.

Au 31 décembre 1996, la Compagnie Générale des Eaux détenait 80,16 % du capital de votre société et les salariés, dans le cadre du Plan d'Épargne du Groupe, en détenaient 1,2 %.

A la Bourse de Paris, le cours de l'action

Évolution de l'indice CAC 40 et du cours de l'action SGE

SGE a évolué, en 1996, entre 136 francs au plus haut et 91 francs au plus bas, avec un cours de clôture à la fin décembre de 112 francs.

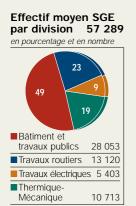
Les premiers mois de l'année 1997 ont vu un net regain d'intérêt pour l'action SGE et une progression sensible des cours et du volume des transactions, notamment à la suite de l'assemblée générale extraordinaire de votre société du 30 janvier 1997 ayant approuvé les apports de GTIE et de Santerne.

Les apports évoqués ci-dessus se sont traduits par une augmentation du nombre d'actions (ressortant au total à 39 905 622) et de la participation du groupe de la Compagnie Générale des Eaux (85 % environ) au capital de votre société.

#### INFORMATIONS SOCIALES

L'effectif inscrit au 31 décembre 1996 dans les différentes filiales du Groupe atteint 54 838 personnes, soit environ 5 250 personnes de moins qu'au 31 décembre 1995.

Au-delà de l'effet des mesures d'adaptation structurelle, cette variation intègre l'incidence de nouvelles embauches (2 745 personnes), traduisant le souci des responsables opérationnels de procéder, malgré la situation conjoncturelle, à l'intégration de jeunes éléments. Les sorties de périmètre ont induit, par ailleurs, une baisse d'environ 450 personnes. Par catégories socioprofessionnelles, les effectifs s'analysent comme suit :



			1995			1996
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Cadres	4 370	1 081	5 451	3 937	945	4 882
Etam	8 830	6 308	15 138	8 367	5 480	13 847
Ouvriers	18 279	21 224	39 503	17 431	18 678	36 109
Total	31 479	28 613	60 092	29 735	25 103	54 838

soit une évolution de - 8,7 % (- 10,4 % pour les cadres, - 8,5 % pour les Etam et - 8,6 % pour le personnel ouvrier).

Par ailleurs, l'effectif moyen du groupe SGE pour l'exercice 1996 s'est élevé à 57 289 personnes (60 898 personnes en 1995).

### Effectif moyen SGE par catégorie socio-professionnelle



#### **RESSOURCES HUMAINES**

Dans le domaine du recrutement, la politique du Groupe a porté sur l'embauche de jeunes ingénieurs et l'approfondissement de partenariats avec les grandes écoles. L'effort d'embauche et d'insertion de jeunes sans emploi de moins de 26 ans, qui s'inscrit dans le cadre du contrat global d'insertion signé par le Groupe Générale des Eaux avec le ministère du Travail, a été poursuivi. Depuis sa signature en 1995, plus de 1 500 jeunes sans emploi ont pu trouver une intégration professionnelle durable et une formation dans les filiales et sur les chantiers du Groupe.

La politique de formation du Groupe s'est particulièrement concentrée sur le personnel de chantier, tant à travers la formation initiale des jeunes qu'à travers des formations appliquées aux postes de travail, dans une logique d'amélioration de la qualité et de développement de la prévention des accidents du travail.

Les politiques de sécurité des filiales du Groupe ont mis en œuvre divers moyens de prévention, de communication ou d'incitation pour mobiliser l'ensemble du personnel sur des objectifs ambitieux de prévention.

Enfin, la mobilité des cadres et du personnel a été encouragée, aussi bien à l'intérieur du Groupe Générale des Eaux – en direction de secteurs à forte croissance – qu'à l'intérieur du groupe SGE, entre différentes filiales, mais surtout entre les différentes zones géographiques d'intervention du Groupe.

#### **QUALITÉ**

Dans le domaine de la qualité, les politiques mises en œuvre depuis plusieurs années par les filiales du Groupe en partenariat avec les différents organismes de gestion, de suivi, de contrôle ou de certification, ont abouti à la certification selon la norme ISO 9001 ou Qualibat de très nombreuses entités du Groupe. A noter que, dans plusieurs métiers, les filiales du Groupe font figure de pionniers, en obtenant, voire en renouvelant, des certificats très en avance sur leurs concurrents.

#### RECHERCHE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Les efforts de recherche et d'innovation du Groupe portent des fruits, tant dans le travail quotidien réalisé pour l'amélioration de l'exécution des chantiers qu'à travers les grands programmes de recherche menés seuls ou en partenariat.

Dans le domaine des techniques de construction, Campenon Bernard SGE a poursuivi l'expérimentation des tabliers à âmes métalliques plissées et le travail de mise au point de connecteurs de voussoirs de tunnel. Freyssinet a poursuivi ses travaux concernant les ancrages de précontrainte dans les dalles de bâtiments et les tabliers de ponts.

Dans le domaine des matériaux, Campenon Bernard SGE a approfondi sa recherche sur la résistance du béton et pour la conception de bétons hautes performances. Tunzini a poursuivi ses travaux sur les matériaux coupe-feu ; Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance leurs recherches sur le recyclage de matériaux dans la route.

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Jean-Marc Espalioux a remis, fin 1996, son mandat d'administrateur à la disposition du Conseil. Dans sa séance du 1<sup>er</sup> avril 1997, le Conseil a coopté pour le remplacer Monsieur Guillaume Hannezo, directeur financier et membre du Comité exécutif de la Compagnie Générale des Eaux. Il vous est proposé de ratifier cette cooptation.

## L'activité en 1996



#### Bâtiment et travaux publics

- 20 Sogea
- 24 Norwest Holst
- 26 Campenon Bernard SGE
- 32 Freyssinet



#### Travaux routiers

- 36 Cochery Bourdin Chaussé
- 38 Viafrance
- 40 SGE VBU



#### Ingénierie et travaux électriques

- 44 SDEL
- 46 GTIE
- 47 Santerne



#### Thermique-Mécanique

- 50 G + H Montage
- 52 Nickel
- 53 Tunzini
- 54 Wanner
- 55 Lefort Francheteau

#### Concessions et autres activités

- 56 Concessions
- 59 SGE Environnement



## Bâtiment et travaux publics

CONSTITUÉE DES FILIALES D'ENTREPRISES GÉNÉRALES DE BÂTIMENT ET DE GÉNIE CIVIL - SOGEA, NORWEST HOLST, CAMPENON BERNARD SGE ET SES FILIALES ALLEMANDES -, ENSEMBLE AUQUEL S'AJOUTE FREYSSINET, LA DIVISION BTP DE LA SGE EST PRÉSENTE DANS LE MONDE ENTIER. SON CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ S'EST ÉLEVÉ EN 1996 À 21,9 MILLIARDS DE FRANCS, HORS EFFET DE LA PRISE DE PARTICIPATION, À HAUTEUR DE 40 %. DE LA SGE DANS CBC, SOIT UNE BAISSE DE 0,4 % SUR 1995. MALGRÉ L'AMÉLIORATION DES RÉSULTATS DE CAMPENON BERNARD SGE. LA POUR-SUITE DU REDRESSEMENT DE NORWEST HOLST ET LE RETOUR DE FREYSSINET AUX BÉNÉFICES. LA CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS DU BTP AUX RÉSULTATS DU GROUPE S'EST DÉGRADÉE EN RAISON DES LOURDES PERTES SUBIES SUR UN CHANTIER ÉTHIOPIEN DE SOGEA, SUR LE CHANTIER DE LA GARE EOLE CONDORCET, ET EN RAISON D'IMPORTANTS COÛTS DE RESTRUCTURA-TION: ELLE ATTEINT - 334 MILLIONS DE FRANCS, CONTRE - 101 MILLIONS DE FRANCS EN 1995. ■ 1997 VERRA L'INTÉGRATION DE CBC, AVEC L'APPORT À CAMPENON BERNARD SGE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE CETTE SOCIÉTÉ, LES FILIALES FRANÇAISES ÉTANT RÉPARTIES, COMME INDI-QUÉ SUR LA CARTE, ENTRE CAMPENON BERNARD SGE ET SOGEA.

Nouvelle distribution de l'activité BTP en France

Sogea
Campenon Bernard SGE
Présence des deux entreprises

Le pont sur le Tage sera mis en service en mars 1998, pour l'Exposition internationale de Lisbonne.

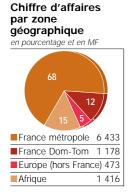


Le volume d'activité de Sogea a souffert en 1996 d'une conjoncture défavorable.

Globalement et conformément aux prévisions établies en début d'exercice, le chiffre d'affaires de Sogea a diminué de 6 %, à 9,5 milliards de francs contre 10,1 milliards de francs en 1995. Cette baisse est particulièrement sensible sur le marché francilien, où Sogea est plus spécialisée dans le bâtiment, mais la contraction du chiffre d'affaires atteint 7 % en France métropolitaine, 2 % dans les départements d'outre-mer, 9 % en Belgique et 3 % en Afrique.

Dans ce contexte, et préalablement à la prise de contrôle des filiales de CBC dans l'est, le nord, l'ouest et le sud-ouest de la France, Sogea a décidé de recentrer son activité sur trois grands métiers complémentaires qui sont ses métiers de base : le bâtiment, les travaux publics et les travaux hydrauliques. Cette logique de recentrage l'a conduite à céder début 1997 son activité de collecte et de traitement des déchets ménagers au pôle constitué par la Compagnie Générale des Eaux pour gérer l'ensemble de la filière déchets du Groupe. Parallèlement, Sogea a procédé en 1996 à une diminu-

Le viaduc de Tanus, sur le Viaur, est construit par Dodin. La portée de sa travée centrale est de 190 mètres.



#### Chiffre d'affaires par métier en pourcentage et en MF

Bâtiment 3 921
Travaux publics 1 763
Travaux hydrauliques 2 167

648

1 001

Travaux routiers

Environnement

et services

notamment en lançant un plan de réduc-
tion du tiers de ses effectifs au siège, les
activités de l'entreprise étant désormais
organisées autour de trois directions opé-
rationnelles, l'une pour l'Ile-de-France,
l'autre pour la province, la troisième
pour l'International et les travaux spéci-
fiques. Complétées par Norwest Holst,
elles fédèrent des métiers cohérents. Le
poids des frais de restructuration et les dif-
ficultés de Sogea en Afrique de l'Est condui-
. 0 )

tion drastique de ses frais généraux,



sent Sogea à enregistrer une perte de 377 millions de francs pour 1996 (contre un résultat positif de 92 millions de francs en 1995).

#### FRANCE MÉTROPOLITAINE

Dans le domaine du bâtiment, en 1996, Sogea a réalisé 3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en métropole. Pour faire face à la récession touchant des métiers où elle occupe traditionnellement des positions fortes, comme le logement social et le bâtiment public, et dans un contexte où l'investissement public semble durablement atone, Sogea a privilégié, en 1996, les créneaux aujourd'hui plus porteurs de la réhabilitation, du logement privé et du bâtiment industriel. Ainsi, à Amiens, Sogea a rénové plus de 700 logements dans le quartier de la Porte des Flandres et a conduit une opération similaire pour 439 logements sociaux à Romorantin. De son côté, sa filiale Sicra a réhabilité plus de 3 000 logements sociaux en Île-de-France. L'expérience de Sogea sur ce mar-



ché a porté tous ses fruits dans la vaste opération de construction ou de réhabilitation de logements d'urgence initiée par le ministère du Logement pendant l'hiver 1995-1996.

Par ailleurs, les réalisations de l'usine de microprocesseurs Atmel au Rousset (Bouches-du-Rhône) et de celle qui produira la Smart pour le compte de Mercedes et Swatch à Hambach (Moselle), la construction de bâtiments pour missiles pour l'Aérospatiale à Bourges et de bâtiments laboratoires pour Renault à Guyancourt illustrent le dynamisme commercial de Sogea sur le segment du bâtiment industriel. En fin d'année, Sogea Est a été retenue pour la conception-construction de l'usine des déchets ménagers de Mulhouse, tandis que Sogea Rhône-Alpes procède à l'extension et à la mise aux normes de l'usine d'incinération des déchets du Bourg-d'Oisans.

Sur ses marchés plus traditionnels, Sogea a construit ou réhabilité les établissements hospitaliers de Tours, Lannion, Bédarieux, Levallois et Biarritz; la réalisation la plus importante étant l'hôpital européen Georges-Pompidou, quai de Javel, à Paris. En dépit de sa complexité technique, le gros œuvre de cet hôpital, qui remplacera quatre établissements parisiens, a été mené à bien pendant l'exercice. S'ajoutent à ces réalisations la construction ou la réhabilitation des palais de Justice de Melun, de Béthune, de Grasse et d'Évreux, et de nombreux bâtiments scolaires, comme le lycée sud d'Orléans, le lycée polyvalent de Luisant (Région Centre), le lycée Blaise-Pascal de Rouen ou le collège Henri-Beaumont de Beauvais, traité dans le cadre de la procédure des marchés d'entreprises de travaux publics (METP). Dans le domaine universitaire, Sogea a livré des logements étudiants, une unité d'enseignement pour le Centre national de la fonction publique territoriale à Pantin et l'école supérieure des personnels de l'encadrement du ministère de l'Éducation nationale à Poitiers.

**Dans le domaine des travaux publics,** Sogea a poursuivi, en groupement, les travaux de la gare souterraine de Monaco, de la gare Saint-Lazare Condorcet pour la connexion

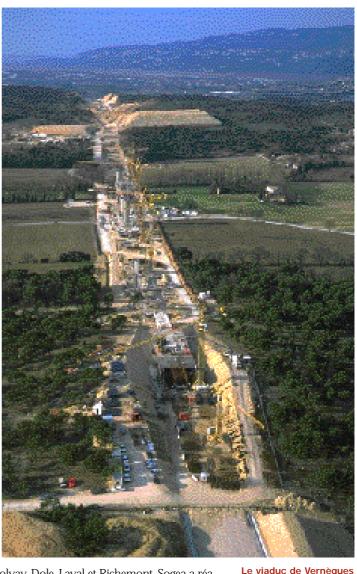
L'hôpital européen Georges-Pompidou remplacera quatre hôpitaux parisiens. Sogea a réalisé l'essentiel du gros œuvre en 1996.

de la nouvelle ligne Eole au réseau parisien, ou encore la rénovation d'un ouvrage d'aération du tunnel de Fréjus. Elle participera aux travaux du métro de Rennes aux côtés de Campenon Bernard SGE.

Le viaduc de Tanus (Aveyron), qui permettra le franchissement de la vallée du Viaur par la RN88 et détiendra le record des ponts en encorbellement, avec une portée de 190 mètres, sera construit par Dodin Sud, comme le viaduc de Vernègues, près d'Aix, réalisé pour l'extension du TGV Sud-Est.

Dans le domaine des travaux hydrauliques, dont Sogea est l'un des leaders français, l'exercice a notamment été marqué par l'extension du réseau d'eau potable de Montpellier, par la seconde phase du projet Eurodisney à Marne-la-Vallée, et par l'extension d'une usine de traitement d'eau potable à Luçon.

A Rennes, Beauvais, Charleville, Gien, Solvay, Dole, Laval et Richemont, Sogea a réalisé le génie civil de stations d'épuration.



Le viaduc de Vernègues (Bouches-du-Rhône) est un des principaux ouvrages de l'extension du TGV Sud-Est.

#### DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Le volume d'activité de Sogea s'est stabilisé à 1,2 milliard de francs après une contraction de 22 % en 1995. Dodin Guadeloupe a développé principalement la construction de logements sociaux, tandis que Sogea Guadeloupe se concentre sur la gestion des services d'eaux pour 80 % de la population de l'île ainsi que pour les îles voisines. En Martinique, l'exercice a été marqué entre autres par la construction des ponts de La Falaise et de Montgérald, et par le démarrage de la station d'épuration de Fort-de-France. A la Réunion et à Mayotte, les filiales du groupe réalisent d'importants programmes de construction de logements sociaux et d'irrigation.

#### **EUROPE**

**Au Portugal,** l'usine de compostage Vale do Ave a achevé sa première année d'exploitation dans des conditions satisfaisantes, tandis que se poursuivent, en groupement

avec Hagen, filiale de Campenon Bernard SGE, les travaux de construction de la station de traitement d'eau de Frielas, au nord de Lisbonne.

**Au Benelux**, le repli attendu de l'activité a été limité. Denys a réalisé pour Air Liquide un chantier de pose d'une conduite de gaz industriel de 45 kilomètres desservant le port de Rotterdam, la construction d'une station de pompage à Gand et la pose d'un oléoduc de 12 kilomètres pour la desserte du port de Terneuzen.

#### **AFRIQUE**

Avec un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs en 1996, l'activité de Sogea sur le continent africain a connu un repli de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

Très implantée sur les marchés de l'Afrique francophone, notamment à travers sa filiale Satom, Sogea a mené à bien de nombreux chantiers routiers ou hydrauliques. L'année 1996 a notamment vu, au Gabon, l'achèvement des 56 kilomètres de routes en enrobés entre Bifoun et Ndjolé, et le démarrage d'un tronçon de 107 kilomètres entre Mitzic et Oyem. Au Ghana, en Guinée, au Togo, au Bénin, au Niger, au Tchad et en République centrafricaine, de nombreux travaux de construction ou d'entretien de routes en terre, en enduits superficiels ou en béton bitumineux, ont été menés dans des conditions satisfaisantes. S'y ajoutent quelques chantiers de génie civil, tels que l'usine de traitement d'or de Sadiola, au Mali, la centrale électrique Tombo III, en Guinée, et des bâtiments scolaires au Gabon.

Au Gabon, la route Bifoun - Ndjolé a été achevée et les travaux du tronçon Mitzic - Oyem ont démarré.

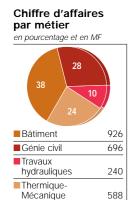
En Afrique de l'Est, en revanche, Sogea a rencontré des difficultés particulières sur les chantiers de travaux routiers ou d'adduction d'eau de Tanzanie, du Malawi, du Kenya et d'Ouganda. Par ailleurs, le chantier de réhabilitation de la route reliant Mille, en Éthiopie, à Assab, en Érythrée, a connu de gros problèmes conduisant Sogea à passer d'importantes provisions.

**Au Maroc,** les travaux hydrauliques, notamment de canalisations et de stations de traitement d'eau, se sont poursuivis, et le grand chantier de fabrication et de pose de 230 kilomètres de canaux d'irrigation à Tadla, près de Marrakech, a démarré.



### Norwest Holst

Le marché anglais de la construction s'est stabilisé en 1996 au plus bas niveau historique de sa part dans le produit national brut (7,5 %). Si les programmes de réduction des dépenses publiques ont eu un impact direct sur les projets de génie civil, de bâtiments publics et de logements sociaux, la reprise enregistrée par l'investissement privé est très sensible dans le bâtiment, particulièrement dans le logement privé (augmentation de 35 % des mises en chantier). Dans ce contexte plus porteur, Norwest Holst a atteint sans difficultés les objectifs de la troisième année de son plan de redressement. Le chiffre d'affaires, de 275 millions de livres, est en baisse de 10,5 % sur 1995 (mais en hausse en francs, par effet de change, à 2 450 millions de francs contre 2 340 millions de francs). La perte d'exploitation de l'exercice, ramenée à 6 millions de livres, a été divisée par trois.



Le génie civil enregistre une légère contraction (28 % contre 33 %). Les travaux de construction du pont de la rivière Dee au pays de Galles, dont les haubans ont été confiés à Freyssinet, progressent favorablement malgré des conditions de vent difficiles. Sur le Hackney Link, rocade autoroutière en banlieue de Londres, le contrat n° 4 (55 millions de livres) avance dans les délais prévus avec l'engagement du second tunnel ; un nouveau lot vient d'être obtenu. La station de traitement de Davyhulme, pour Northwest Water, représente également l'un des plus importants chantiers en cours dans l'exercice.

En terrassement, John Jones a réalisé un bon exercice, avec plusieurs contrats significatifs, tels Derby et A1/M1, qui placent la société aux premiers rangs des terrassiers anglais.

En bâtiment, l'activité, dont la part relative dans le chiffre d'affaires de Norwest Holst augmente, a connu une amélioration sensible de l'exploitation. Les opportunités de commandes ont été plus nombreuses, avec l'acquisition d'un contrat significatif pour l'université de Manchester (10 millions de livres). Le carnet de commandes confirmées ou potentielles en fin d'exercice permet d'espérer un retour à un niveau d'activité annuelle voisin de 100 millions de livres à partir de 1997. A Londres, Norwest Holst

L'élargissement de la M1 dans le Leicestershire a été réalisé en moins de dix mois par la division génie civil de Norwest Holst.



a réalisé en 1996 un grand chantier de réhabilitation (15 millions de livres) pour les magasins Harrod's.

L'activité de Rosser & Russel (engineering services) enregistre les effets d'une meilleure conjoncture, avec la prise de contrats importants (Daiwa Bank, Queensbury House, SmithKline Beecham), dont l'essentiel sera réalisé en 1997, mais avec, en contrepartie, des tensions dues à la surchauffe sur le marché du travail dans ses métiers.

L'activité de Holst (promotion de logements sociaux) enregistre le double effet de la réduction des aides dans le secteur social et du rebond du marché privé, confirmé dans le sud-est de l'Angleterre. Le patrimoine immobilier de Norwest Holst, transféré antérieurement à la filiale foncière Spuk de Sogea Holdings, se trouve, après réorganisation, loué à plus de 90 %. Enfin, Norwest Holst a repris les

filiales anglaises de G+H Montage ; une part de l'activité de celles-ci sera intégrée, après réorganisation, dans son périmètre d'exploitation en 1997.

Les travaux de canalisations et de réseaux (utilities) ont conforté leur position par la prise ou le renouvellement de contrats pluriannuels, intégrant la conception et la programmation des interventions. Dans les services à l'industrie, l'un des plus importants chantiers de l'année s'est déroulé à l'étranger (réseau de canalisations industrielles pour BASF à Anvers, sur ingénierie ABB). La filiale de fondations spéciales a maintenu son activité, malgré un marché qui reste difficile en reconnaissance de sols.

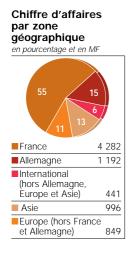


Le Portland Building accueille la faculté d'environnement de l'université de Portsmouth. Il a reçu en 1997 le prix Civic Trust Award.

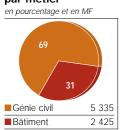
## Campenon Bernard SGE

Le chiffre d'affaires de Campenon Bernard SGE, qui s'équilibre entre grands projets et activités d'agence en France et en Allemagne, a connu une évolution contrastée en 1996. Les filiales françaises ont convenablement résisté malgré la conjoncture, tandis qu'en Allemagne la prise de commandes et l'activité baissaient sensiblement. Dans le domaine des grands travaux, l'exercice est marqué par l'aboutissement favorable de la procédure d'arbitrage engagée sur le contentieux de l'aéroport de Karachi, par une forte production sur les chantiers européens, tels le pont sur le Tage, le métro d'Athènes ou le Stade de France et par une forte baisse des prises de commandes à l'International, plus que compensée par les commandes enregistrées sur le marché français.

Sur un marché en récession pour la cinquième année consécutive - où de nouvelles formes de concurrence se développent -, Campenon Bernard SGE est parvenu à préserver ses grands équilibres. La composition interne du chiffre d'affaires s'est également stabilisée : la proportion entre le bâtiment et le génie civil est toujours d'un tiers pour deux tiers ; l'activité des grands travaux reste sensiblement égale à celle des agences







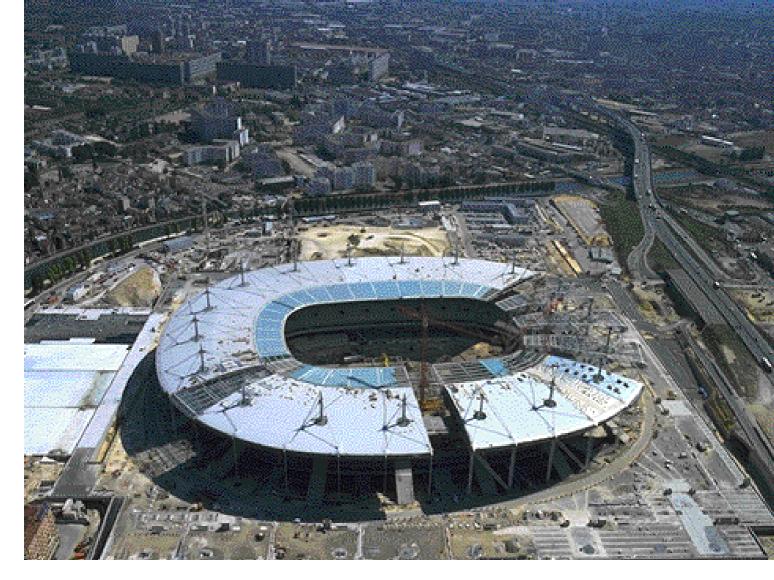


et filiales, et seule la répartition géographique de l'activité fait apparaître un léger accroissement du volume réalisé en France (55 %) par rapport à celui de l'étranger (45 %). Campenon Bernard SGE a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 7,8 milliards de francs, en hausse non significative par rapport à 1995 (7,4 milliards de francs).

La société a apporté un soin particulier au maintien de son potentiel technique, au développement de sa politique de recherche, à l'amélioration et à l'extension de ses certifications Qualité ; elle a aussi poursuivi les actions engagées en profondeur dans le domaine de la prévention des accidents du travail. L'apport, en 1997, des activités de CBC élargira le périmètre et le domaine d'intervention de Campenon Bernard SGE, lui conférant un profil équilibré entre bâtiment et génie civil, marchés français et internationaux.

Avec 7,7 milliards de francs, le montant du carnet de commandes en fin d'exercice reste très proche de celui de l'année précédente, mais sa composition fait ressortir des évolutions très contrastées. La chute des prises de commandes à l'étranger, y compris en Europe, entraîne une réduction du carnet de 36 %, tandis qu'en France le total des commandes progresse de

Le viaduc de Kwaï Chung, à Hong Kong, sur la route de l'aéroport de Chek Lap Kok.



l'ordre de 30 %. Pour l'essentiel, cette évolution est le fait du seul secteur des grands travaux, l'activité des agences et filiales amorçant une régression assez sensible.

#### **GRANDS TRAVAUX**

Avec un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs réalisé en 1996, contre 3,7 milliards de francs l'année précédente, le secteur des grands travaux de Campenon Bernard SGE (incluant les grands terrassements) a enregistré dans l'année un accroissement d'activité supérieur à 30 % en France, alors que la régression des prises de commandes constatée en 1995 entraînait une chute sensible du volume des travaux à l'étranger.

Sur le tracé du TGV Sud-Est, les chantiers du tunnel de Marseille et du viaduc de Ventrabren ont connu une activité importante. Dans le domaine autoroutier, le tunnel d'Orelle, sur l'A43, et le viaduc du Crozet, pour Area, ont marqué l'exercice. Les travaux de la station d'épuration de Colombes s'inscrivent dans le planning contractuel, pour une livraison en octobre 1998. Après l'achèvement du gros œuvre, la construction du Stade de France à Saint-Denis a vu le démarrage, en août, de la mise en place des 18 éléments de la charpente métallique de la toiture, opération complexe d'une durée de neuf mois. En fin d'année, l'avancement était conforme au planning contractuel, très serré.

**A l'International,** l'année 1996 a vu s'achever plusieurs chantiers importants. Au Pakistan, la première livraison de courant par la centrale thermique d'Hub River a été célébrée officiellement le 4 juillet. Achevé en fin d'année, cet ouvrage fournit près de 15 % des besoins du Pakistan en électricité. En Asie, le viaduc de Kwaï Chung a été livré dans les délais. Sur le plan contractuel, un accord est intervenu avec le maître

Le Stade de France,

à Saint-Denis, sera capable d'accueillir des manifestations réunissant jusqu'à 100 000 personnes Il sera inauguré avant la Coupe du monde de football. d'ouvrage pour le règlement des réclamations. Les travaux de creusement des 25 kilomètres de tunnels d'égouts de Hong Kong se sont poursuivis jusqu'à la mi-1996. La persistance d'importantes venues d'eau a conduit à l'arrêt des tunneliers. Le client a refusé de prendre en compte les conséquences contractuelles et financières de cette situation nouvelle et a finalement prononcé, le 26 novembre, la déchéance du contrat, après sept mois de négociations. Les procédures permettant de faire valoir les droits du groupement sont en cours. Au Moyen-Orient, Campenon Bernard SGE a obtenu et démarré, en association avec une entreprise japonaise, le marché de construction de deux réservoirs de 140 000 mètres cubes pour le stockage de gaz naturel liquéfié au Qatar. La commande d'un troisième réservoir a été obtenue en fin d'année. Au Lesotho, toutes les galeries et les retenues permettant l'acheminement de l'eau vers l'Afrique du Sud sont en phase de finition. Au Danemark, les ouvrages de franchissement du détroit du Storebælt se sont achevés en avril 1996, avec la livraison du tunnel nord, rendant possible la mise en service commercial de la ligne des Chemins de



La première tranche de la ligne 2 du métro du Caire a été mise en service le 2 octobre 1996, tandis que se poursuivent les travaux d'extension.

fer danois dès mars 1997.

L'inauguration de la première tranche de la ligne 2 du métro du Caire a eu lieu le 1er octobre 1996 ; les travaux prolongeant la ligne n° 2 jusqu'à Gizeh en passant sous le Nil ont été engagés, tant pour les stations que pour les galeries. Le déroulement du chantier du métro d'Athènes s'est trouvé confronté aux conséquences de l'arrêt des deux tunneliers provoqué, pour l'un, par des conditions géologiques imprévues, pour l'autre, par la rencontre de puits antiques. La

recherche, avec le client, de solutions techniques et contractuelles pour ces incidents n'a pas encore abouti, alors que l'avancement du chantier de génie civil a atteint 75 %.

Les travaux de construction du pont Vasco de Gama, sur le Tage, ont avancé à un rythme soutenu, avec la production et la pose des poutres et des voussoirs sur les viaducs. Un bon développement des autres ouvrages rend possible l'achèvement de l'ouvrage à la date prévue, fin janvier 1998.

Le carnet de commandes des grands travaux représente, en fin d'exercice, un total de 5 milliards de francs, dont l'essentiel est constitué d'opérations à réaliser en Europe, et principalement en France. Ce carnet intègre le marché de construction du métro VAL de Rennes. En fin d'année, Cofiroute a passé commande à Socatop, dont Campenon Bernard SGE détient un tiers du capital, des travaux portant sur la première phase du projet de traversée de l'Ouest parisien (TOP) par l'autoroute A86. Cette première phase, constituée par la liaison Rueil-Vaucresson, comprend un tunnel de 4,5 kilomètres à trois fois trois voies super-

posées, d'un montant total de 3 750 millions de francs, à exécuter en cinq ans.

#### AGENCES ET FILIALES

L'ensemble de leurs activités a représenté en 1996 un total de 2,62 milliards de francs, très proche du chiffre réalisé l'année précédente. A l'exception de la société EDIF, en région parisienne, et dans une moindre mesure de Campenon Bernard Sud, qui ont enregistré une progression, toutes les autres implantations régionales ont vu leur niveau d'activité stagner ou décroître.



Le siège social de GEC Alsthom Transports, à Saint-Ouen, a été réalisé en tous corps d'état par EDIF en 17 mois.

Dans le secteur du bâtiment, en région parisienne, plusieurs opérations importantes ont concerné des immeubles de bureaux : à Saint-Ouen, construction du siège social de GEC Alsthom Transports ; à la Défense, construction de l'immeuble le Belvédère pour KPMG, d'une tour et d'un immeuble pour Philip Morris, et réhabilitation d'un immeuble pour Indosuez. A Bordeaux, les travaux de réalisation de la Cité judiciaire progressent activement. De nombreuses constructions scolaires se sont poursuivies, dont deux en METP en région parisienne : les lycées Eugène-Delacroix à Drancy et Jean-Perrin à Longjumeau.

En logement social, un programme est en cours à Lyon, dans le cadre de la procédure Eurorex ; plusieurs opérations sont réalisées dans le Sud-Est : à L'Isle-sur-la-Sorgue, à La Ciotat et à Sanary-sur-Mer, ainsi que quelques programmes en région parisienne, notamment à Champigny-sur-Marne, à Bondy et à Villejuif.

**En génie civil,** plusieurs marchés d'ouvrages d'art courants ont été obtenus sur le tracé du TGV Sud-Est, sur l'A719, sur l'A77 et l'A84. La galerie du siphon Cuvier, nouvel ouvrage d'assainissement sous la Seine, a été réceptionnée en novembre 1996 ; au même moment s'est achevé le creusement du collecteur Cachan-Charenton ; il sera suivi d'une nouvelle tranche, qui s'ajoute aux travaux de doublement du collecteur du ru des Espérances, au nord de Paris.

Les travaux de construction du bâtiment d'entreposage industriel polyvalent de Socodei, sur le site nucléaire de Marcoule, se sont poursuivis et seront livrés début 1997.

Pour Botte BTP, le chantier le plus marquant a été celui du Stade de France, dont la société a réalisé l'essentiel des fondations. EMCC, de son côté, fait apparaître un volume d'activité en légère réduction, le marché des travaux maritimes et fluviaux restant étroit

en l'absence de grands projets de voies navigables. Les principales opérations de l'exercice ont été la réalisation d'une zone d'évitage dans le port de Bayonne, les dragages du Rhône pour le TGV Méditerranée et l'achèvement des dragages pour le pont sur le Tage.

Le secteur du terrassement a connu de nouveau une activité soutenue, avec la poursuite de plusieurs chantiers : pour Cofiroute, l'élargissement de l'autoroute A11 entre Luigny et La Ferté-Bernard, la réalisation des sections Corzé - Brion et Saint-Nicolas-de-Bourgueil -Restigné de l'autoroute A85 ; pour SAPN, la section Yvetot - Saint-Saëns de l'autoroute A29 et, pour ASF, la section Montauban - Cahors sud de l'autoroute A20. De nouveaux travaux ont démarré en cours d'exercice : la section La Chapelle-Auzac - Brive de l'autoroute A20, pour ASF et, pour la SNCF, la section Valence - Crest du TGV Méditerranée.

OBG - OBAG - SGE HOCH- UND INGENIEURBAU



En Allemagne, l'activité d'entreprise générale s'exerce par l'intermédiaire d'Olympia Bau (OBG), implantée à Berlin et dans le Land de Brandebourg, d'Ostsächsische Bau (OBAG), en Saxe, d'Urban Bau et de Klee dans l'ouest de l'Allemagne. Le marché allemand de la construction souffre à la fois d'un ralentissement de la croissance à l'Est et d'une récession à l'Ouest.

La véritable dislocation du marché berlinois a conduit OBG à pratiquer une politique plus sélective dans la prise de

commandes. En Saxe, OBAG conserve une activité et des résultats convenables sur son marché de Bautzen, mais souffre de la concurrence croissante dans le secteur de Dresde. Les chiffres de l'exercice traduisent ainsi une baisse sensible d'activité (15 %) chez OBG, alors que celle d'OBAG a légèrement progressé (6 %) et que celle d'Urban BTP - pour des raisons ponctuelles - a doublé. OBG a notamment livré le gros œuvre de seize bâtiments d'habitation, Branitzerplatz, à Hellersdorf, un complexe de 18 immeubles, réalisé en participation avec Urban BTP et comprenant 270 logements, un hôtel et un centre commercial près de l'aéroport de Berlin-Schönefeld, l'immeuble de bureaux et le centre commercial Allee der Kosmonauten à Berlin.

La construction d'un ensemble de 88 logements, Parkstrasse, également à Berlin, a été mise en chantier. UBG, filiale d'OBG basée à Schwedt, a de son côté achevé le gros œuvre du centre commercial de Basdorf, au nord de Berlin. OBAG a démarré les tra-



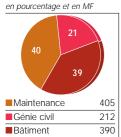
L'ensemble immobilier du Lindencorso (bureaux, commerces, et logements) a été inauguré en mai 1996.

vaux de construction d'un immeuble et de réhabilitation d'un second immeuble pour la Caisse d'épargne de Bautzen.

L'activité des grands travaux est portée en Allemagne par la filiale SGE Hoch-und Ingenieurbau, qui a livré l'ensemble immobilier du Lindencorso à Berlin, fin mai 1996, ainsi que les trois immeubles de bureaux Dianapark à Babelsberg. Le marché de construction de trois autres immeubles de bureaux (Reinhardt Strasse, dans le centre de Berlin) reste suspendu à l'obtention du financement par le client, et seuls les travaux de démolition préparatoires ont pu être réalisés.

Le niveau du carnet de commandes en fin d'année s'est réduit de moitié par rapport à celui de la fin 1995 ; cette évolution, qui traduit une plus grande sélectivité à la prise d'affaires, affecte tout particulièrement OBG ainsi que SGE Hoch-und Ingenieurbau, dont le plan de charge s'est considérablement contracté. Dans ces conditions, les filiales ont dû poursuivre en 1996 l'application des mesures d'adaptation de leurs capacités aux possibilités du marché. Conjuguées à la faiblesse des marges, celles-ci ont entraîné de nouveau un résultat sensiblement déficitaire, bien qu'en nette amélioration sur l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires par métier



#### **KLEE**

Le groupe Klee, basé à Mannheim et dont Campenon Bernard SGE assure la gestion opérationnelle, agit essentiellement sur deux marchés, le bâtiment traditionnel (gros œuvre et clés en main) et la maintenance-entretien-rénovation de parcs immobiliers. La dégradation continue du marché depuis 1994 impose la réduction de l'activité dans le bâtiment traditionnel, qui se concentrera autour de Mannheim et de Stuttgart, et une réorientation sur les activités de conception-construction. L'activité fonçage, à hauts

risques, a été arrêtée.

Grâce à la reconduction de nombreux contrats, le pôle entretien de parcs immobiliers a poursuivi son développement en 1996 et présente des marges positives. Au total, et grâce notamment à un important contrat en Russie, la production du groupe Klee est restée soutenue en 1996 (1 007 millions de francs), avec un résultat équilibré.

Clinique
à Oggersheim.
Klee doit
en achever
le gros œuvre
à la mi-1997.



### Freyssinet

Les métiers de Freyssinet - précontrainte, haubanage, levage et manutention, fabrication de produits industriels et ingénierie spécialisée - lui ont permis de réaliser en 1996 un volume d'affaires géré de 1,62 milliard de francs, en progression de 8,7 % sur celui de l'exercice précédent, à structure constante. La progression d'activité ayant surtout concerné les filiales non consolidées du Sud-Est asiatique et d'Amérique latine, le chiffre d'affaires consolidé, réalisé pour 60 % à l'International (dont 22 % en Asie), est, quant à lui, resté stable à 1,2 milliard de francs, correction faite de la déconsolidation d'Europe Études Gecti (135 millions de francs de chiffre d'affaires), cédée en fin d'exercice.

Les procédés techniques développés par Freyssinet lui permettent de maintenir son activité en compensant la baisse des constructions neuves par des contrats de réparation. Ainsi, le travail de recherche intensif sur la réparation des ponts suspendus a permis à Freyssinet de traiter la rénovation complète de la suspension du pont Lorois, sur

la rivière d'Étel, dans le Morbihan.

par zone géographique Europe 262 International

(hors Europe et Asie) 107

Chiffre d'affaires

L'activité de réparation a été également marquée, en France, par le renforcement des fixations de vannes du barrage de Grangent sur la Loire, près de Saint-Étienne, la mise en conformité du centre commercial Casino à Angoulême, la reprise des fondations de l'immeuble Paul-Doumer à Courbevoie et le renforcement de la précontrainte du pont sur la Seudre à Rochefort.

En Grande-Bretagne, Freyssinet a entrepris la rénovation complète de la précontrainte de l'échangeur de Guilford, au sud-est de Londres. En Roumanie, où se multiLe second pont sur la Severn. Freyssinet

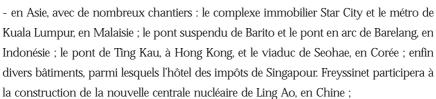
a assuré les opérations de levage, la précontrainte des pylônes et des entretoises et l'installation des 240 haubans.



plient les chantiers de réparation, une filiale a été créée.

### En ce qui concerne les travaux neufs, l'activité a été partout intense :

- en Europe, avec l'accélération du chantier du pont sur le Tage, dont Freyssinet réalise la précontrainte et les haubans, et l'achèvement du pont de Regua, au Portugal, la fin du chantier du viaduc d'Arbre, en Belgique, le pont sur la rivière Dee, en Grande-Bretagne, l'intervention de Tecnicavi sur le chantier de construction de deux réservoirs cryogéniques en Italie et la participation à celle de la nouvelle voie ferrée du TAV; en France, enfin, avec le démarrage des chantiers liés à la ligne du TGV Sud-Est, la poursuite du chantier du Parlement européen de Strasbourg et la maquette nucléaire de Civaux;



- en Australie, Freyssinet Austress a participé à la construction du viaduc de Melbourne ;
- en Amérique, le groupe a participé à la construction de la voie urbaine Linha Amarela, au Brésil, du pont à haubans de Pereira, en Colombie, de la plateforme Hibernia et du pont Prince Edward, au Canada. Mais c'est aux États-Unis que le succès de Freyssinet a été le plus remarquable, avec le contrat de haubanage du pont de Cape Girardeau (Mississippi).

Dans ce contexte prometteur, le carnet de commandes, qui avait déjà fortement progressé en 1995, a effectué un nouveau bond spectaculaire pour atteindre, avec près de douze mois d'activité prévisionnelle, le niveau le plus élevé de l'histoire récente du groupe. L'exercice 1996 a, par ailleurs, vu s'opérer le redressement de la trésorerie du groupe et a marqué le retour à un résultat net positif (9 millions de francs, contre - 20 millions de francs en 1995).



Barrage de Grangent.
Freyssinet a procédé
au renforcement
des fixations
des grandes vannes
de vidange.



## Travaux routiers

CONSTITUÉE, EN FRANCE, DES ENTREPRISES COCHERY BOURDIN CHAUSSÉ ET VIAFRANCE ET, EN ALLEMAGNE, DE VERKEHRS BAU UNION (VBU), LA DIVISION TRAVAUX ROUTIERS A RÉALISÉ EN 1996 UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 10 MILLIARDS DE FRANCS, EN CONTRACTION DE 14 % SUR 1995 (11,6 MILLIARDS DE FRANCS), PLUS SÉVÈRE POUR LA FILIALE ALLEMANDE QUE POUR LES SOCIÉTÉS FRANÇAISES. • LA BAISSE D'ACTIVITÉ CONSTATÉE SUR LE MARCHÉ DES TRAVAUX ROUTIERS A PRIS EN 1996 DES PROPORTIONS TRÈS SUPÉRIEURES AUX PRÉVISIONS GÉNÉRALES. LES CONDITIONS CLIMA-TIQUES SE SONT AJOUTÉES À L'ATTENTISME DES DONNEURS D'ORDRE PUBLICS POUR AFFECTER LE DYNAMISME D'UNE ACTIVITÉ ATTEINTE PAR LA RÉDUC-TION DES DÉPENSES PUBLIQUES D'INVESTISSEMENT. EN 1996, LE MARCHÉ FRANÇAIS EST REVENU AU NIVEAU DE 1988 EN FRANCS COURANTS. • LA CONTRIBUTION DE LA DIVISION AU RÉSULTAT DE LA SGE EST RESTÉE NÉGA-TIVE EN 1996, AVEC UNE PERTE DE 171 MILLIONS DE FRANCS: LA RÉDUC-TION DES PERTES DE VBU N'ÉTANT PAS COMPENSÉE PAR LES RÉSULTATS, EN FORTE BAISSE, DES FILIALES FRANÇAISES. LE COÛT DU RAPPROCHEMENT ET DE LA RESTRUCTURATION DE CES DERNIÈRES A PESÉ SUR LEUR RÉSULTAT DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR LA COMPRESSION DES MARGES.

## Cochery Bourdin Chaussé

Comme le marché français, le chiffre d'affaires de Cochery Bourdin Chaussé a connu en 1996 une baisse de 10 %, à 5 620 millions de francs, qui a affecté toutes les activités traditionnelles en régions, et plus sévèrement en Ile-de-France et dans l'Est. Quelques grands chantiers autoroutiers, tels que les sections Pinas - Villeneuve de l'A64, Rochefort - Charente de l'A837 et Neufchâtel-en-Bray - Blangy sur l'A28, en Seine-Maritime, ont toutefois permis de soutenir l'activité. La réalisation de la piste du centre d'essais européens de BMW à Miramas, le renouvellement de la couche de roulement de la section Saint-Germain - Feurs de l'A72 et la réfection des pistes de l'aéroport Bâle-Mulhouse figurent au nombre des chantiers importants de l'exercice.

Élargissant son offre, Cochery Bourdin Chaussé, en liaison avec le Département concessions de la SGE et la Direction des grands projets France de Campenon Bernard SGE, a remis une proposition pour la mise aux normes autoroutières de la RN10 entre Bordeaux et Bayonne (92 kilomètres), dans le cadre d'un projet de concession.

Par ailleurs, Cochery Bourdin Chaussé a pris part à plusieurs appels d'offres internationaux, principalement en Europe de l'Est.

Le tronçon Neufchâtelen-Bray - Blangy de l'A28 en Seine-Maritime a été réalisé par Cochery Bourdin Chaussé.

# en pourcentage et en MF 82 84 6 Travaux routiers 4 610 Carrières 450

Grands chantiers
Activités diverses

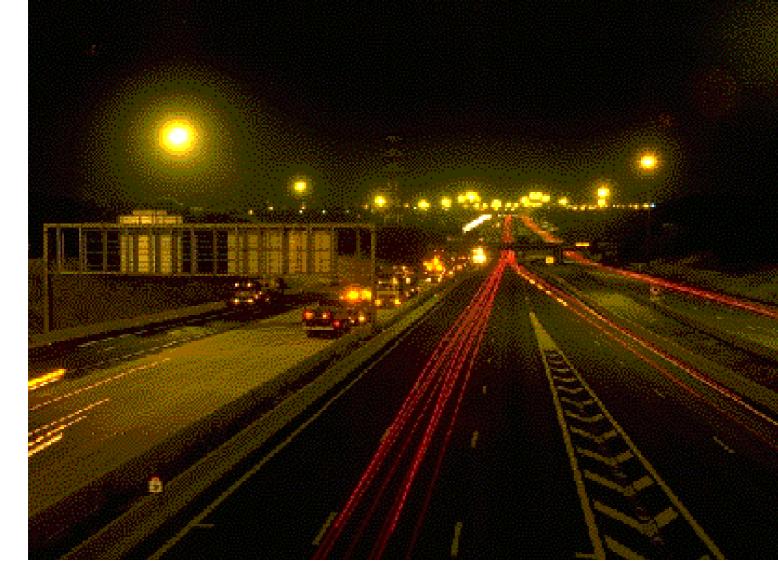
337

Chiffre d'affaires

par métier



L'activité industrielle de Cochery Bourdin Chaussé, dont les usines de liants, les postes d'enrobage ou les carrières constituent un point d'appui essentiel pour les centres de travaux, n'a pas échappé au marasme. La production des usines de liants (6 en propre et 20 en participation), à 325 000 tonnes, est en retrait sur l'exercice précédent du fait de la baisse générale du marché routier. Il en est de même pour les carrières (22



en propre et 16 en participation), dont la production s'est élevée à près de 19 millions de tonnes, ce qui consacre néanmoins Cochery Bourdin Chaussé parmi les entreprises routières nationales les mieux placées dans le domaine des granulats.

La deuxième tranche de la rénovation de la chaussée béton de l'A6 a été réalisée pendant l'été 1996.

**Dans le domaine des enrobés,** les grands chantiers autoroutiers ont permis de faire mieux que compenser la chute de l'activité traditionnelle : le groupe a produit près de 12 millions de tonnes dans ses 105 postes d'enrobage (dont 27 en propre).

Après une phase de lancement portant sur la qualité interne, à laquelle toutes les agences s'étaient associées, la démarche qualité, initiée il y a deux ans, a abouti à la certification ISO 9002 des usines de liants de Périgueux et de Thourotte (Oise), et des agences grands travaux du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'objectif est d'obtenir cette certification pour l'ensemble des agences au cours du premier trimestre de 1998.

Les effets conjugués de la récession et de la baisse des marges se sont traduits, malgré une sensible réduction des coûts opérationnels, par une forte baisse du résultat courant, qui s'établit à 49 millions de francs. Des adaptations de moyens et de structures, rendues nécessaires par la situation du marché et dont le coût a été intégralement provisionné sur l'année 1996, conduisent à un résultat net de - 13 millions de francs, le premier résultat négatif depuis 10 ans.

Cochery Bourdin Chaussé mise sur un retour à un résultat légèrement positif pour l'année 1997, dans le cadre de la réorganisation des activités routières françaises de la SGE.

# Viafrance

Viafrance a enregistré une forte baisse de son chiffre d'affaires (- 9 %, à 2 972 millions de francs), comparable à celle de sa société sœur, bien qu'elle ait aussi pu préserver une activité satisfaisante en volume dans le domaine des grands chantiers autoroutiers, avec notamment les sections Saintes - Rochefort de l'A837 et Fontenay-le-Comte - Oulmes (Vendée) de l'A83. Sur ce chantier de 23 kilomètres, l'organisation en deux postes de travail a permis d'atteindre des cadences journalières de 8 000 tonnes pour l'application des enrobés.

Par ailleurs, Viafrance est intervenu sur les autoroutes A64 au sud de Toulouse, A35 en Alsace et A404 à proximité d'Oyonnax. Enfin, les chantiers exécutés sur les RN42 dans le Pas-de-Calais et RN49 dans le Nord marquent la présence de l'entreprise dans cette région importante.

La restructuration de la piste 2 et l'aménagement de la zone de fret d'Air France sur l'aéroport de Roissy ainsi que les travaux réalisés pour Renault à Guyancourt ou pour Citroën à La Ferté-Vidame (Eure-et-Loir) ont également marqué l'exercice.

Pour la première fois, Viafrance a engagé des chantiers hors métropole, en exportant son expertise dans quelquesunes de ses spécialités : chantier expérimental de préfissuration pour le compte du Transport Research Laboratory en Grande-Bretagne, enrobés minces exécutés en application du brevet Microvia

pour l'entreprise hollandaise Vermeer.

L'activité étanchéité est restée soutenue et la filiale spécialisée de Viafrance maîtrise une large palette de techniques : membranes PEHD pour les centres d'enfouissement techniques, dont un chantier important réalisé à la Réunion, réfection de l'étanchéité du parement d'un barrage par géomembrane PVC.

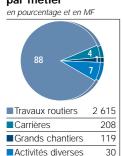


La déviation de Meyzieu, dans le département du Rhône, a été réalisée par Viafrance.

Toutes les régions ont été touchées, à des niveaux différents, par la contraction de l'activité. C'est ainsi que les directions opérationnelles de l'Ouest et de l'Est, qui incluent chacune une partie de la région parisienne, ont vu leur activité baisser respectivement de 12 % et de 10,5 %, pourcentages similaires à ceux généralement constatés sur l'ensemble du marché de la moitié nord de la France.

L'activité dans le sud de la France a, en revanche, mieux résisté dans l'ensemble, même si, pour Viafrance, les volumes d'activité de cette zone sont moins importants en valeur absolue. Cette meilleure résistance se retrouve, par ailleurs, dans les données de commandes enregistrées pendant l'exercice, qui voient la zone sud afficher, d'un

## Chiffre d'affaires par métier





exercice sur l'autre, une relative stabilité sur ce plan. La baisse générale de l'activité induit une forte baisse de la production des usines de liants (- 7 %, à 500 000 tonnes) et des carrières (- 14 %, à 5 millions de tonnes, avec une bonne tenue de la production de la carrière de Chailloué, dans l'Orne).

Seule la production d'enrobés (6,3 millions de tonnes) a pu être préservée, grâce à l'activité importante des postes mobiles affectés aux chantiers autoroutiers. La construction d'une usine de liants dans l'Aube, qui assurera la production de bitume polymères pour l'est de la France, et l'ouverture d'une carrière dans le Morbihan sont venues renforcer le potentiel industriel de la société.

La démarche qualité a été poursuivie en 1996, et l'accent a été mis sur la préparation des chantiers, pour laquelle l'important effort de formation interne engagé l'année précédente a été poursuivi.

La guerre des prix induite par la baisse des volumes a fortement affecté le résultat courant, et les charges de restructuration ont réduit le résultat net au chiffre symbolique de 3 millions de francs.

A Roissy, la restructuration de la piste 2 et de la zone de fret d'Air France a été menée à bien par Viafrance.

# ✓ SGE VBU

Bien que le marché ait été encore légèrement porteur dans les nouveaux Länder, la compétition s'est exacerbée en Allemagne, en raison de la croissance des capacités du secteur, très supérieures à la demande, s'ajoutant à une véritable dérégulation des politiques salariale et sociale. La profonde réorganisation engagée en 1995 a commencé à porter ses fruits en 1996 : les marges se sont améliorées et les frais de structure allégés. Conséquence du recentrage géographique et de l'évolution du marché, le chiffre d'affaires réalisé par SGE VBU s'est fortement contracté, à 428 millions de deutsche Mark (1 440 millions de francs), soit - 32 %.

par métier
en pourcentage et en MF

8 25
47
14

Autoroutes et routes 677

Terrassement 115

Démolition 361

85 202

Autres

Canalisations

Chiffre d'affaires

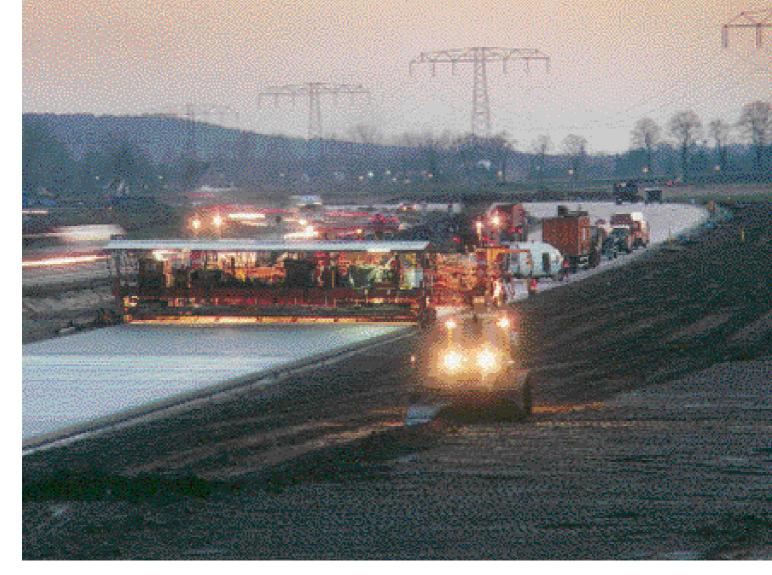
Dans le domaine routier, où le niveau des prix reste très concurrentiel, les agences de Berlin et de Brandebourg résistent mieux que celles du Sud (Oberthau - Leipzig), où la situation est particulièrement difficile et où une réorganisation des activités de l'entreprise est à l'étude.

Quelques chantiers importants ont été réalisés, parmi lesquels des terrassements sur les autoroutes A2 et A10, la réalisation de l'échangeur des autoroutes A10/A11 au

nord de Berlin, les chaussées en béton de l'autoroute A4 au niveau de l'échangeur de Wilsdruf et les chaussées de la section Pulsnitz - Burkau de l'A4, qui a été l'occasion d'une intervention conjuguée avec les équipes de Cochery Bourdin Chaussé et de Viafrance pour la mise en œuvre de 35 000 tonnes d'enrobés dans un délai court. A signaler également l'achèvement des voiries et l'assainissement du très important com-



La chaussée située devant le Reichstag a été refaite par SGE VBU.



plexe résidentiel de Karow, au nord de Berlin, qui aura généré sur trois ans une activité de plus de 80 millions de deutsche Mark.

Les terrassements et les chaussées du périphérique, à Berlin, ont été réalisés par SGE VBU.

Le secteur de la démolition, où l'entreprise est leader dans les nouveaux Länder et qui était jusque-là très porteur, a commencé à donner des signes d'essoufflement, qui se sont traduits par une importante dégradation du niveau des prix, tout d'abord sensible dans la région de Berlin et maintenant perceptible dans celle de Dresde. Par ailleurs, une évolution s'est fait jour vers la déconstruction (préservation de planchers et des façades, traitement des gravats...) nécessitant de nouvelles techniques et compétences. Le résultat de l'exercice, qui n'a pas été affecté par la résiliation du marché de réfection de 140 kilomètres d'autoroutes en Biélorussie, est encore lourdement déficitaire, à - 47 millions de deutsche Mark (-161 millions de francs), mais réduit de plus de moitié par rapport à 1995.

Dans cette conjoncture difficile et après les efforts entrepris dans l'organisation et le contrôle de l'entreprise, des progrès restent maintenant à faire dans la préparation, l'organisation et la réalisation des chantiers. Un outil informatique d'assistance à la préparation de chantiers a été élaboré et une importante action de formation à l'intention des chefs d'agences, des conducteurs de travaux et des chefs de chantier a été engagée et doit se poursuivre tout au long de l'année 1997.

Grâce à ces actions, le redressement de VBU devrait se poursuivre en 1997, selon le plan prévu, et le retour à l'équilibre est escompté en 1998-1999.



# Ingénierie et travaux électriques

Intervenant sur tous les métiers de l'ingénierie et des travaux ÉLECTRIQUES, POUR UNE CLIENTÈLE À DOMINANTE PRIVÉE DES SECTEURS INDUSTRIEL ET TERTIAIRE, LE GROUPE SGE A DÉVELOPPÉ SES ACTIVITÉS PRINCIPALEMENT EN FRANCE AVEC SDEL ET EN ALLEMAGNE AVEC SA FILIALE CONTROLMATIC. L'EMBELLIE CONSTATÉE EN 1995 SUR LE MAR-CHÉ FRANÇAIS A FAIT LONG FEU ET L'EXERCICE 1996 S'EST INSCRIT DANS UNE CONJONCTURE GLOBALEMENT DÉFAVORABLE, MARQUÉE PAR LA RÉDUC-TION DES PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS ET LE REPORT DES INVES-TISSEMENTS DES ENTREPRISES DANS L'ATTENTE D'UN REDÉMARRAGE DES COMMANDES. L'APPORT, EN DÉBUT D'EXERCICE 1997, PAR LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX, DE GTIE ET DE SANTERNE À LA SGE CONFÈRE À CETTE DERNIÈRE LE PREMIER RANG FRANÇAIS DES ENTREPRISES DE TRA-VAUX ÉLECTRIQUES, AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES PRÉVISIONNEL DE L'ORDRE DE 11 MILLIARDS DE FRANCS. L'ENSEMBLE REPRÉSENTÉ PAR LES TROIS GROUPES - GTIE, SDEL ET SANTERNE -, QUI A RÉALISÉ EN 1996 UN CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL DE 11,5 MILLIARDS DE FRANCS (CONTRE 11,2 MILLIARDS DE FRANCS EN 1995), CONSTITUE DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 1997 LA DIVISION INGÉNIERIE ET TRAVAUX ÉLECTRIQUES DE LA SGE.

Le poste très haute tension de Mezerolles, dans les Yvelines, a été réalisé par SDEL.



Avec un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs, comparable à celui de l'exercice précédent, SDEL a réussi à maintenir en 1996 son niveau d'activité et celui de ses prises de commandes, malgré un climat économique globalement moins favorable, en particulier dans les activités liées à l'industrie. La contribution nette au résultat se maintient à 41 millions de francs.

L'activité industrie marque en France un recul lié à la vive concurrence et à la rareté des grands projets. L'année a été malgré tout caractérisée par la prise d'affaires significatives : usine de traitement des eaux du Siarr à Rouen, travaux d'intégration de la plateforme Nkossa pour Elf Congo, centrale nucléaire de Civaux, Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, terminal sucrier Robust à Rouen, contrat d'automatisation pour Royal-Canin dans le Nord, extension de l'aéroport de Satolas à Lyon.

L'activité régionale a été contrastée : la bonne tenue des régions Normandie, Rhône-Alpes et Nord n'a compensé qu'en partie les baisses d'activité du Sud-Ouest et de l'Alsace. La faiblesse des investissements et la chute des marges ont imposé certains repositionne-

ments. Le secteur du traitement de l'information poursuit sa croissance, par exemple avec l'automatisation de l'usine de traitement des eaux de Colombes. De même, l'activité à l'export se développe, avec l'équipement électrique du pont sur le Tage.

L'activité tertiaire, malgré la faiblesse des investissements, surtout en région parisienne, a connu une croissance de 8 %, grâce à l'excellente position de SDEL dans la maîtrise des grands projets. Le secteur a

été marqué par la réalisation du siège de la Caisse Centrale de Réassurance à Rueil-Malmaison, du Technocentre de Renault à Guyancourt et du siège d'Indosuez à Courbevoie.

SDEL a développé ses activités de rénovation en courants forts, courants faibles et précâblage de réseaux informatiques, ce qui doit permettre de compenser la diminution de la taille moyenne des affaires. Enfin, la société poursuit sa croissance dans le secteur des télécommunications, notamment en région parisienne, avec de bonnes perspectives liées aux investissements des opérateurs dans ce secteur.

L'activité énergie a été marquée en 1996 par une progression de 20 % des prises de commandes et une activité en croissance de 8 %. Si le secteur de l'électrification rurale est resté stable, l'activité a été soutenue dans les grands travaux avec EDF, dans les domaines des postes très haute tension et des équipements de contrôle-commande. Il faut noter en outre la concrétisation d'opérations significatives en travaux souterrains, secteur qui devrait connaître de nouveaux développements dans les années à venir.



Pour la plateforme pétrolière Nkossa.

SDEL a réalisé la conduite informatisée, l'instrumentation, l'électricité et les télécommunications.

Chiffre d'affaires

en pourcentage et en MF

1 810

812

391

par métier

Industrie

Énergie

■ Tertiaire



## **CONTROLMATIC**

En Allemagne, la filiale Controlmatic est essentiellement tournée vers le secteur industriel. La société a su consolider sa position grâce à une motivation retrouvée et à un rétablissement du dialogue social, après la restructuration profonde engagée en 1995. L'année est caractérisée par un niveau de prise de commandes satisfaisant, malgré le contexte difficile d'une concurrence internationale exacerbée dans les nouveaux Länder et une bonne activité dans les fonds de commerce traditionnels de la société à l'Ouest. Grâce à l'appui de la société mère, SDEL, l'exercice a vu la signature d'importants contrats, pour près de 20 millions de deutsche Mark, avec des investisseurs français : Elf, Rhône-Poulenc, Atochem. Controlmatic maintient sa forte position dans le secteur papetier avec des commandes de Nordland Papier et de Köhler. Controlmatic a renoué avec les bénéfices en 1996.

Dans la raffinerie de Leuna 2000,

près de Leipzig, SDEL et Controlmatic ont installé et testé l'ensemble du contrôle-commande.



Le groupe GTIE développe une activité d'ingénierie et de travaux électriques à travers un réseau de 250 entreprises très enracinées dans le tissu économique régional et établies en proximité rapprochée de leurs clients. En 1996, cet ensemble était organisé géographiquement autour de trois pôles de management : Garczynski & Traploir (Centre-Ouest, Dom-Tom) ; Fournié-Grospaud (Sud-Ouest, Paca) ; GTIE (reste de l'Hexagone, International).

GTIE exerce le métier de systémier-intégrateur dans les domaines de l'énergie électrique, du traitement de l'information et de la communication. Son activité se partage en trois grands secteurs : les infrastructures (45 %), l'industrie (35 %) et le bâtiment (20 %). Le chiffre d'affaires de l'exercice, dans le périmètre qui sera consolidé par la SGE en 1997, s'est élevé à 6,3 milliards de francs, en progression de plus de 3 % sur 1995, en dépit d'une conjoncture peu porteuse.

L'essor des réseaux souterrains, quelques diversifications dans le domaine des études et un projet au Portugal ont permis de limiter la baisse d'activité des lignes aériennes THT/HT.

Face à l'attentisme des collectivités locales, soucieuses de la maîtrise de leurs finances et d'une meilleure sélection dans le choix de leurs investissements, les entreprises du groupe ont persévéré dans une stratégie d'offres innovantes : gestion déléguée de réseaux d'éclairage public, illuminations, mise en lumière de patrimoine architectural, systèmes d'informations géographiques.

La progression d'activité a en revanche été très sensible dans le secteur des télécommunications, dans le contexte des investissements exceptionnels consacrés par les trois grands opérateurs de téléphonie mobile au déploiement de leur réseau national. Les entreprises tournées vers l'industrie, bien positionnées sur certains process, ont dans l'ensemble dégagé des résultats honorables, en dépit d'une situation conjoncturelle contrastée.

La concurrence est demeurée sévère dans le secteur du bâtiment et a conduit les entreprises du groupe à accentuer leur stratégie de développement en courants faibles,

qui représentent près de 50 % du chiffre d'affaires de nombre d'entre elles. Dans ce contexte redevenu difficile, les entreprises françaises du groupe GTIE ont marqué une bonne résistance en stabilisant leur chiffre d'affaires et en maintenant dans l'ensemble un niveau de résultat honorable.

Pour l'étranger, la conjoncture a été plutôt favorable en Grande-Bretagne et en Hollande, pays où a été enregistrée une très bonne progression d'activité et de performances.

Pour la Société
aquitaine de fonderie
automobile (Sadefa),
Fournié Grospaud
Industries a réalisé
deux machines
spéciales automatiques
de lavage de moules
de fonderie.





Le groupe Santerne réalise des travaux d'installation électrique sur la quasitotalité du territoire métropolitain par le biais de ses cinquante-quatre implantations, avec une dominante dans le Nord, l'Est et l'Ile-de-France. En 1996, les trois activités traditionnelles se répartissaient ainsi : 39 % dans le tertiaire, 31 % dans l'industriel, 23% en lignes et réseaux. L'équipement d'aéroports, où Santerne possède une expérience reconnue, constitue son activité essentielle à l'export.



En 1996, Santerne a enregistré une augmentation de son chiffre d'affaires de 6 % (à 2 220 millions de francs dans le périmètre qui sera consolidé par la SGE en 1997). Cette croissance est due à la fois à l'élargissement du périmètre et au développement des travaux de certaines spécialités.

Au cours de cette année, les unités opérationnelles ont effectué un nombre plus important d'installations dans les différents domaines des courants faibles, en particulier ceux des réseaux informatiques et de l'intégration de systèmes complexes. Santerne a également bénéficié des investissements en forte augmentation du secteur des télécommunications.

Au Technocentre de Renault à Guyancourt, Santerne a réalisé le système de contrôle d'accès.



# Thermique-Mécanique

LA DIVISION THERMIQUE-MÉCANIQUE DE LA SGE REGROUPE LES SOCIÉTÉS DE GÉNIE CLIMATIQUE TUNZINI, PREMIÈRE ENTREPRISE FRANÇAISE DANS CE MÉTIER, SA FILIALE ALLEMANDE NICKEL AINSI QUE LEFORT FRANCHETEAU, ET LES SOCIÉTÉS D'ISOLATION ACOUSTIQUE ET THERMIQUE WANNER, EN FRANCE, ET G + H MONTAGE, EN ALLEMAGNE, TOUTES DEUX NUMÉRO UN SUR LEURS MARCHÉS. • LE CHIFFRE D'ACTIVITÉ GLOBAL DE CETTE DIVISION, RÉALISÉ AUX TROIS QUARTS EN ALLEMAGNE, A ATTEINT 8 342 MILLIONS DE FRANCS EN 1996, EN LÉGER RECUL, DE 3 %, SUR 1995. • LA CONJONCTURE DE 1996 N'A ÉTÉ FAVORABLE NI SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS NI SUR LE MARCHÉ ALLEMAND, ET LES DEUX MÉTIERS ONT ÉTÉ AFFECTÉS. MALGRÉ TOUT, LE SECTEUR COMPTE DES POINTS DE RÉSISTANCE OU DE DÉVELOPPEMENT PROMETTEURS : LA PROTECTION INCENDIE (TUNZINI), LA RÉHABILITATION (LEFORT FRANCHETEAU), L'ISOLATION INDUSTRIELLE (G + H MONTAGE, WANNER), LES PLAFONDS FROIDS (NICKEL). •

Sur le chantier de la raffinerie d'Elf à Leuna,

G + H Montage a réalisé les travaux d'isolation thermique des réservoirs et des tuyauteries.

# G + H Montage

Pour le groupe G + H Montage, filiale la plus importante de la SGE en Allemagne, l'année 1996 a été marquée par une nouvelle détérioration du niveau des prix et une contraction de la demande dans la plupart de ses métiers. Les problèmes structurels du marché demeurent, avec une concurrence amplifiée par la présence, toujours aussi massive, d'une main-d'œuvre détachée, issue de pays à faible rémunération. Les mesures d'adaptation engagées en 1995 et en 1996 en vue de réduire les coûts et d'éliminer les sources de pertes se sont révélées insuffisantes. Le chiffre d'affaires de l'exercice est en légère baisse ; à 1 487 millions de deutsche Mark (5 milliards de francs), le recul est limité à 1 % en structure constante (mais il atteint 5 % si l'on exclut G + H UK, qui sortira du périmètre en 1997 pour être intégré à Norwest Holst). Toutefois, l'évolution des secteurs d'activité, qui ont été filialisés en 1996, a été très différente.

La thermique industrielle (plus d'un tiers de l'activité du groupe) a connu une

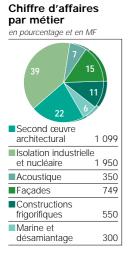
L'usine Schkopan, près de Halle, dont G + H Montage a réalisé l'isolation thermique et les façades.

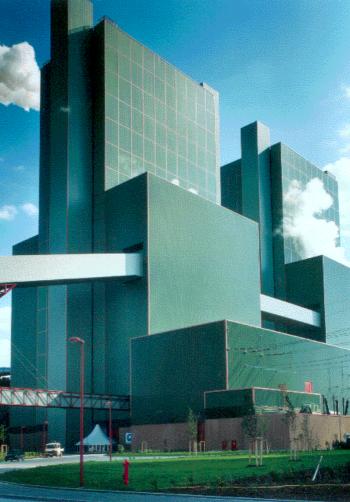
légère progression, grâce à quelques opérations exceptionnelles, notamment dans l'industrie chimique. Les principaux chan-

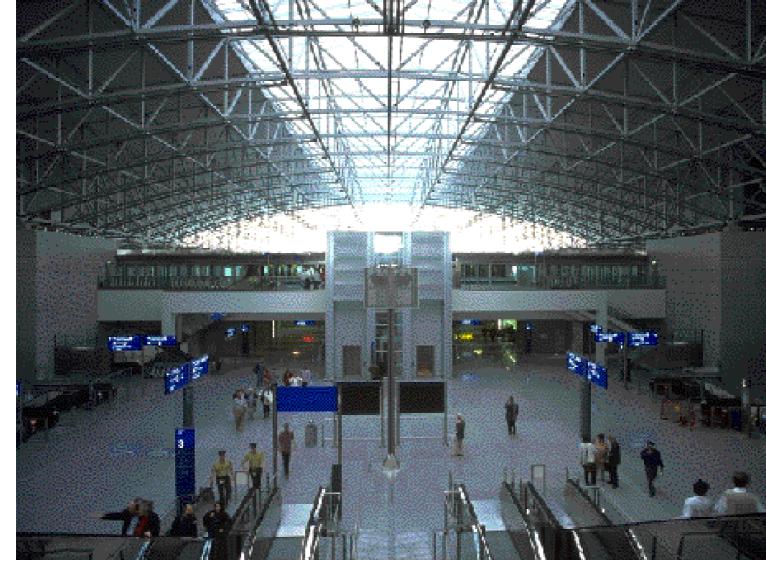
tiers ont été la raffinerie de Leuna (près de Leipzig), sept halls au parc d'exposition de Munich, la centrale de chauffage urbain de Munich nord et la réalisation des salles blanches d'une usine de composants électroniques à Taïwan.

L'activité froid a subi les effets d'une nette détérioration de ses marchés (viande) tant en volume qu'en niveau de marge. Les livraisons clés en main de deux ateliers de transformation de viandes à Gutersloh et Döbeln (Leipzig) comptent parmi les réalisations marquantes de l'exercice.

Sur le marché du second œuvre architectural, dont la dégradation s'est poursuivie, le recul d'activité a été plus net. Il en est de même des marges et des commandes enregistrées dans ce métier, qui représente un cinquième de l'activité du groupe G + H Montage. Les travaux d'aménagement intérieur du siège des assurances Allianz à Berlin et de la Landesbau Sparkasse à Potsdam ont été réalisés en 1996.







**L'isolation de façades,** troisième métier du groupe, est le seul qui ait enregistré une progression substantielle (+ 12 %) de son activité; mais les résultats d'exploitation ont été décevants (perte importante sur un chantier de Berlin et incidence des intempéries du début d'exercice). D'importantes réalisations ont marqué l'exercice : l'usine Boxberg à Dresde, un atelier d'entretien à l'aéroport de Munich, des halls de la foire de Hanovre, un ensemble d'habitation à Berlin et deux importants contrats pour le métro de Hong Kong.

L'amélioration attendue dans l'acoustique industrielle ne s'est pas produite ; le marché a au contraire enregistré une nouvelle baisse de volume et de marge. L'activité de G+H Montage est en fort retrait (15 %) sur l'exercice précédent (elle passe sous la barre des 100 millions de deutsche Mark), avec toutefois un redressement des prises de commandes sur le deuxième semestre. Les deux plus importants projets de l'exercice ont été réalisés à l'export, pour la centrale thermique de Ras Abu Fontas, au Qatar, et pour deux turbines à gaz au Pakistan.

**L'activité aménagement de navires** a connu un exercice exceptionnellement mauvais, avec une raréfaction des affaires (tant en navires passagers qu'en transports de gaz liquide), fortement aggravée par la perte due au dépôt de bilan d'un chantier naval. Cette activité affecte également les résultats de la filiale Schuh, touchée de surcroît par une sévère baisse des volumes dans l'isolation thermique et de mauvais résultats dans ses activités spécifiques de sols industriels et de décontamination (amiante). L'importance des pertes enregistrées dans les secteurs de l'aménagement de navires et de l'isolation de façades, auxquelles se sont ajoutées les mesures d'assainissement en profondeur engagées dans les filiales britanniques, a conduit G + H Montage à dégager en 1996 son plus mauvais résultat depuis la création de la société. La perte atteint 39 millions de deutsche Mark (134 millions de francs), dont 24 millions de deutsche Mark au titre des filiales britanniques.

La toiture métallique et la protection acoustique du nouveau terminal de l'aéroport de Francfort ont été réalisées par G + H Montage.

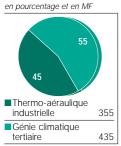


Nickel a poursuivi la politique d'assainissement engagée en 1995 dans le sillage de Tunzini : fermeture d'agences ou cession de filiales non stratégiques ou déficitaires, allégement des frais de structure, réorganisation des métiers de base, tant en Allemagne qu'à l'exportation.



Le hall de montage de l'usine Skoda, à Prague, a été climatisé par Nickel.

#### Chiffre d'affaires par métier



La situation du génie climatique en Allemagne, sans être aussi dramatique qu'en France, s'est également fortement dégradée par rapport aux années antérieures (baisse des volumes, érosion des marges). Confronté à cette évolution, Nickel accentue sa politique de différenciation, notamment en privilégiant les opérations à caractère technique, comme les plafonds froids et les salles blanches.

L'avancement des chantiers du Stern Center, de Storkower Bogen et du Lindencorso, gérés par l'entité d'entreprise générale GUT et achevés en fin d'exercice, explique en partie la croissance du volume d'activité de 206 millions de deutsche Mark à 242 millions de deutsche Mark (de 680 millions de francs à 790 millions de francs, soit une augmentation de 16 %).

Parmi les références de la société en 1996, il faut signaler les installations de génie climatique de l'hôpital de Siegburg, près de Cologne, du centre commercial Cactus au Luxembourg, l'installation de plafonds froids pour le centre commercial de Baumeister au Luxembourg, le centre de conférences de Bergisch Gladbach, près de Cologne, et le centre administratif de la loterie sportive nationale à Coblence. A l'export, Nickel a réalisé un bon exercice en République tchèque, avec l'équipement en génie climatique du hall de montage de l'usine Skoda à Prague. Des perspectives de développement dans les secteurs de la protection contre l'incendie par sprinklers ont été identifiées dans ce pays, et des interventions ont été réalisées avec le concours de Tunzini Protection Incendie (TPI). Par ailleurs, Nickel a relancé son activité dans les autres pays de l'Est et ceux du Sud-Est asiatique. La société a équipé les salles blanches d'une usine Siemens en Hongrie.

Nickel a fortement réduit ses pertes en 1996 (12 millions de deutsche Mark contre 59 millions de deutsche Mark en 1995) et a recouvré une capacité d'autofinancement nettement positive.



En France, la situation économique du marché tertiaire, sur lequel s'exerce le métier de base de Tunzini, le génie climatique, est durablement dégradée. Des efforts de restructuration conséquents, réalisés en 1996 (fermeture d'agences, adaptation des effectifs), ont permis de réduire de 30 % le volume de cette activité et d'en diminuer ainsi l'impact sur le résultat global.

Tunzini a réalisé les installations de génie climatique de l'auditorium de Dijon, du palais de Justice de Bordeaux, de l'hôtel des impôts d'Antibes, du siège social de *L'Indépendant* à Perpignan et poursuit les travaux imposants, qui représentent 120 000 mètres carrés, pour le chauffage, la climatisation et le désenfumage de l'hôpital européen Georges-Pompidou à Paris.

En 1997, Tunzini engage un redéploiement en créant la filiale Tunzini Génie Climatique (TGC), qui regroupe ses activités de climatisation, de ventilation, de chauffage et de plomberie dans le secteur tertiaire, avec l'objectif de redynamiser ses ventes.

Avec l'appui de Nickel, qui détient 25 % de ce marché en Allemagne, Tunzini lance en France ses systèmes de climatisation par plafond rayonnant froid, qui procurent un

net avantage de confort sur les systèmes traditionnels.

Les activités industrielles ont maintenu des résultats plutôt satisfaisants. Les principales réalisations ont concerné l'atelier de construction de satellites pour l'Aérospatiale à Cannes et l'usine d'em-

Le domaine de la protection contre l'incendie par sprinklers est en forte croissance depuis trois ans. En 1996, Tunzini Protection Incendie (TPI), présent depuis

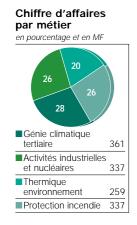
ballage de Plastic Omnium à La Verpillière.

plus de 30 ans sur ce marché, a confirmé sa position de numéro un en France. Son chiffre d'affaires, de 300 millions de francs, a connu une croissance de 9 % par rapport à 1995. TPI développe ses activités dans des secteurs aussi vastes que variés : unité de fabrication agro-alimentaire à Roquefort, société Calberson à Paris, laboratoires de Giat à Bourges, usine Moulinex à Falaise ou bien encore centre Rhône Poulenc à Ivry-sur-Seine.

**L'activité de thermique environnement,** principalement avec les chantiers en cours à Bellegarde et à Toulouse et l'achèvement des usines de Grenoble et de Lagny, a été de 200 millions de francs et a participé à hauteur de 18 % au chiffre d'affaires de Tunzini. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, cette activité a été apportée à SGE Environnement.

Grâce à un portefeuille équilibre d'activités, la contribution nette au résultat du groupe s'est élevée à 31 millions de francs alors que le chiffre d'affaires enregistrait un recul de  $8\,\%$  par rapport à 1995, à  $1\,294$  millions de francs.

Les entrepôts de la société Schüco au Perray-en-Yvelines ont été équipés de sprinklers par Tunzini Protection Incendie.







La dégradation du marché de l'isolation industrielle a marqué une pause en France, grâce à un rebond technique de la demande dans les secteurs de la chimie et de la pétrochimie, après deux années de forte réduction des investissements et grâce à l'émergence de la demande pour le traitement de l'amiante. Le volume d'activité de la société s'est toute-fois établi en 1996 à 795 millions de francs (- 7% par rapport à 1995).

Wanner a réalisé l'isolation des tuyauteries du centre Pompidou à Paris, du siège de Mobil à Gravenchon, de l'extension de l'usine Volvo à Gand ; l'ignifugation de sphère pour Atochem à Carling ; le démantèlement d'amiante de l'ancien bâtiment des urgences du CHU de Clermont-Ferrand et des bureaux d'Elf à Pau.

L'extension importante des travaux sur la centrale de Chooz et sur celle de Civaux, en construction, ainsi que le développement des activités d'entretien ont permis d'atteindre en 1996 un niveau d'activité soutenu en isolation nucléaire, spécialité pour laquelle les agences du Grand Ouest ont obtenu la qualification Cefri.

Wanner a réalisé des travaux d'isolation à la centrale nucléaire de Chooz, dans les Ardennes.

#### Chiffre d'affaires par métier

en pourcentage et en MF

79

8

Isolation industrielle et nucléaire 627

Désamiantage 32

Constructions frigorifiques 72

Canalisations préisolées 64

## Dans les constructions frigorifiques,

l'année 1996 a permis de concrétiser le projet stratégique engagé lors de l'exercice précédent. Wannifroid a ouvert son capital à hauteur de 51 % à Pab Nord (filiale Sollacgroupe Usinor) fabricant, entre autres, de panneaux isothermes. Ce rapprochement a pour but de positionner Wannifroid comme constructeur-installateur. Les principales réalisations, en 1996, ont concerné une usine de pâtisserie pour Sodebo, en Vendée, une unité de fabrication de plats cuisinés pour Appeti Marine, à Petite Synthe, et des abattoirs à Sarrebourg.



En France, le marché des canalisations préisolées est resté stable. Wannitube, leader dans l'Hexagone avec un chiffre d'affaires de 60 millions de francs, a obtenu la certification ISO 9002. Parmi les commandes significatives de l'année 1996, on peut citer les bases aériennes d'Évreux et d'Istres, l'usine de la Smart en Moselle et la réfection du réseau de la ville de Dunkerque. Les comptes 1996 de Wanner auront été marqués par la sévère restructuration de la filiale espagnole Itasa, qui pèse pour l'essentiel dans la perte de l'exercice (36 millions de francs contre 45 millions de francs en 1995), les activités en France étant revenues à l'équilibre.

# Lefort Francheteau

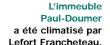
Cette filiale de la SGE exerce le même métier que Tunzini, essentiellement en Ilede-France, avec une spécialisation plus marquée dans l'entretien et la réhabilitation d'immeubles (par sa filiale Saga) et l'entretien et l'exploitation de systèmes de chauffage et de climatisation (par sa filiale Sonex). Ces deux activités lui ont permis de limiter le recul de son volume d'activité (455 millions de francs, - 2,2 % par rapport à 1995) et de sa contribution aux résultats (17 millions de francs, - 28 %).

Les principaux chantiers livrés ont été les sièges de Chronopost et du Crédit d'équipement des PME, pour lesquels Lefort Francheteau a mis en œuvre un système de pompe à chaleur, deux bâtiments pour le Technocentre de Renault à Guyancourt, où a été installé un système de ventilo-convecteur, et l'hôpital de Massy, dans lequel a été installé un système tout-air avec filtration d'air très performante. De son côté, Saga a réhabilité 3 000 logements (couverture, chauffage, plomberie, tous corps d'état).

A la fin 1996 se poursuivaient les chantiers de la Direction production/transport d'EDF à Saint-Denis de la ventilation de la gare Eole Condorcet, du siège de France Télévision, de l'immeuble Paul-Doumer à Courbevoie, dans lequel Lefort Francheteau a installé un système de climatisation par technique du module de traitement d'air. Enfin Lefort Francheteau a engagé les travaux d'installation de plomberie du Stade de France

avec un planning très serré.

En 1996, Lefort Francheteau a démarré les travaux de climatisation de l'immeuble de bureaux Italiens-Helder, qui abritait naguère le journal *Le Monde*. Ce chantier a été l'occasion d'une nouvelle utilisation de la technique innovante du plafond rayonnant.





en pourcentage et en MF

Chiffre d'affaires

Réhabilitation logements sociaux

travaux neufs 82
Climatisation 150
Maintenance 64

■Plomberie, chauffage

159

# Concessions et autres activités

## **CONCESSIONS**

**Prado Carénage.** La SGE est, avec 23 %, le premier actionnaire de la Société Marseillaise du Tunnel du Prado Carénage, concessionnaire de l'ouvrage de traversée

souterraine du centre de Marseille ouvert à la circulation automobile depuis septembre 1993.

Comme il était attendu, le trafic a atteint en 1996 son profil de croisière, trois années après la mise en service. 10,8 millions de véhicules l'ont utilisé (+ 3 % sur 1995), et les recettes nettes ont atteint 123,6 millions de francs (+ 11,5 %, en raison de la progression du trafic et de la hausse contractuelle du tarif de base, porté à 13 francs le 1<sup>er</sup> octobre 1996).

Le résultat net est en amélioration sensible et devrait être proche de l'équilibre en 1997. La constatation d'une marge

brute d'autofinancement positive de 13,5 millions de francs pour la première fois permet de démarrer le service du coupon des titres obligataires subordonnés convertibles, correspondant à l'exercice 1996, avec un début de rattrapage des coupons dus au titre des deux exercices antérieurs.



Tunnel du Prado Carénage. Plus de dix millions de véhicules ont fait halte à la gare de péage depuis trois ans.

**Cofiroute.** La SGE est actionnaire à 30,88 % de Cofiroute, principale société privée concessionnaire d'autoroutes, opérateur d'un réseau d'environ 780 kilomètres sur les liaisons principales Paris - Orléans vers Tours et Bourges, et Paris - Le Mans.

81,5 millions de véhicules ont emprunté le réseau en 1996, et ont parcouru 7,2 milliards de kilomètres. Pour la première fois depuis la création de Cofiroute, le trafic a enregistré une baisse de 0,4 %. L'accroissement des recettes de péage, à 3 924 millions de francs, inférieures aux prévisions, a été rendu possible grâce aux hausses de tarif de juin 1995 et de février 1996, destinées à financer le programme d'investissement de Cofiroute.

Les travaux réalisés en 1996 sur le réseau en service ont concerné l'achèvement de 51 kilomètres d'élargissement sur l'A11 entre Thivars et la RN23 dans le sens Paris - province, et l'engagement de l'élargissement de la même section dans le sens province - Paris.

En ce qui concerne l'extension du réseau, les travaux engagés sur l'A85 (Angers - Langeais) ont permis la mise en service de la section entre Angers et Saumur le 10 janvier 1997, et le prolongement jusqu'à Bourgueil sera livré au second semestre de 1997. Le marché cadre concernant le bouclage de l'A86 à l'Ouest a été signé dans l'année, ainsi que les pre-

miers marchés concernant l'étude et les travaux de la première section, entre Rueil-Malmaison et l'A13.

L'endettement financier est passé de 6,8 milliards de francs à la fin 1995 à 7,9 milliards de francs à la fin 1996. Cofiroute a obtenu de Standard & Poor's les notations AA long terme et A-1+ court terme, qui lui permettent de recourir au marché obligataire dans des conditions satisfaisantes.

Le bénéfice net de l'exercice ressort à 696 millions de francs (soit 215 millions de francs pour la part de la SGE, contre 189 millions de francs en 1995).

**Pont sur le Tage.** Le contrat de concession signé le 24 mars 1995 entre la société concessionnaire Lusoponte (dont la SGE est actionnaire à 24,8 %) et l'État portugais (concédant), pour une durée maximale de trente-trois ans, inclut l'exploitation du pont du 25 avril (existant) et la réalisation du nouveau pont, Vasco de Gama, situé en amont sur le fleuve.

L'exploitation du pont du 25 avril a été effectivement transférée à Lusoponte le 1<sup>er</sup> janvier 1996, et se trouve assurée dans des conditions très satisfaisantes, permettant aux usagers de constater une amélioration du service malgré les contraintes engendrées par la réalisation sur le même ouvrage d'une infrastructure de liaison ferroviaire qui sera ouverte en 1998. Le trafic a atteint 50,1 millions de véhicules dans l'année (+ 3,7 % par rapport à 1995), et les recettes se sont élevées à 121 millions de francs. La construction du pont Vasco de Gama, qui développe 17 kilomètres d'ouvrages, dont un pont à haubans d'une portée de 420 mètres de longueur, est pilotée par Campenon Bernard SGE. L'avancement a atteint 66 % à la fin 1996, et la cadence satisfaisante enregistrée devrait



Le tronçon de l'A85 reliant Angers et Saumur a été mis en service début 1997.

autoriser la mise en service à la date contractuelle prévue (liée à l'ouverture de l'Exposition internationale de Lisbonne en 1998) du plus grand ouvrage européen en cours de réalisation.

**Stade de France.** La concession du Stade de France, à Saint-Denis, a été attribuée le 29 avril 1995 à Consortium Stade de France (dont SGE est actionnaire à 33,33 %), chargé de la conception, de la construction, du financement et de l'exploitation de cet équipement exceptionnel jusqu'en 2025.

L'avancement des travaux, qui est apparu spectaculaire en 1996, avec le démarrage de l'installation de la couverture en août et l'achèvement des structures de béton en octobre, est strictement conforme au planning, extrêmement tendu, qui prévoit la livraison de l'ouvrage le 30 novembre 1997, pour une mise en exploitation (match inaugural) le 28 janvier 1998.

Dès 1996, la société concessionnaire a engagé la préparation de l'exploitation en recrutant les principaux cadres et en consultant des entreprises sous-traitantes pour la maintenance, les prestations de services spécialisés et la commercialisation de ses principaux produits. Les premières constatations enregistrées dans le développement de cette démarche confirment les objectifs prévisionnels antérieurement établis.

Le Stade de France conforte progressivement son image, celle du plus grand lieu d'événements sportifs, culturels et de loisirs de France, flexible et adaptable à des situations très différentes, servi par une logistique spécialement conçue, capable d'accueillir les grandes rencontres de football, de rugby et d'athlétisme (potentiellement les Jeux olympiques), comme les plus grands spectacles de sports mécaniques, variétés ou concerts, dans une configuration modulable de 15 000 à 100 000 spectateurs.



Stade de France.

Dans l'ombre
d'un chantier mené
tambour battant,
la société
concessionnaire a
commencé à préparer
l'exploitation
de l'ouvrage en 1996.

**Autres concessions.** La société concessionnaire Muse SA, dont la SGE est actionnaire à 26 %, a poursuivi avec le département 92 (concédant) les études préparatoires à la première tranche de la réalisation du réseau d'infrastructures associant transports en commun et voitures légères dans les Hauts-de-Seine ; la procédure de concertation a été lancée dans les communes intéressées et se poursuivra en 1997.

Les négociations se sont poursuivies entre Lorys (dont la SGE est actionnaire à 50 %), concessionnaire pressenti du boulevard périphérique ouest de Lyon, et le département du Rhône (concédant) pour la mise au point du contrat de concession de l'ouvrage.

La SGE a par ailleurs engagé ou remis en 1996 plusieurs propositions de concessions en France et à l'étranger.

## SGE ENVIRONNEMENT

La réorganisation du groupe SGE a été l'occasion de rassembler au sein d'une entité nouvellement créée, SGE Environnement, les activités de conception et de construction d'unités de traitement des ordures ménagères et des déchets industriels, jusque-là réparties entre Tunzini, Sogea et OTVD. L'ensemble présente un savoir-faire unique en France, qui permet de proposer une très large palette de procédés de traitement des déchets.

Début 1997, la SGE a apporté à la CGEA tous ses services de collecte, de tri et d'exploitation d'unités de traitement des déchets, dans le cadre de la constitution d'un pôle fédérateur unique de ces métiers, dénommé Valor. La SGE, de son côté, a vocation, avec SGE Environnement, à développer seule ou en partenariat avec les autres intervenants de la filière, notamment dans le Groupe, des projets clés en main, en conception-construction sur un créneau de marché qui, surtout à l'étranger et même s'il connaît des difficultés de financement, est stimulé pour les années qui viennent par l'entrée en application d'une réglementation ambitieuse de protection de l'environnement.

## Éléments financiers

## Comptes consolidés

- 64 Les trois derniers exercices
- 65 Compte de résultat consolidé
- 66 Bilan consolidé
- 68 Tableau de financement consolidé
- 69 Annexe aux comptes consolidés
- 82 Liste des principales sociétés consolidées en 1996
- 85 Rapport des commissaires aux comptes

## Comptes sociaux

- 88 Bilan
- 90 Compte de résultat
- 92 Tableau de financement
- 93 Annexe aux comptes sociaux
- 104 Résultats financiers des cinq derniers exercices
- Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31.12.1996
- 106 Rapport général des commissaires aux comptes
- 107 Rapport spécial des commissaires sur les conventions réglementées

## Projets de résolutions

## Comptes consolidés

- 64 Les trois derniers exercices
- 65 Compte de résultat consolidé
- 66 Bilan consolidé
- 68 Tableau de financement consolidé
- 69 Annexe aux comptes consolidés
- 82 Liste des principales sociétés consolidées en 1996
- 85 Rapport des commissaires aux comptes

## Les trois derniers exercices

(en millions de francs)	1996	1995	1994
Chiffre d'affaires	42 983	45 252	45 807
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger Pourcentage du chiffre d'affaires total	17 530 40,8	18 497 40,9	18 582 40,6
Résultat net part du Groupe	(372)	(933)	290
Capitaux propres après résultat de l'exercice	2 846	3 155	4 109
Provisions pour risques et charges	5 850	5 717	5 333
Excédent (endettement) financier net	3 287	(505)	394
Capacité d'autofinancement	1 014	977	1 665
Investissements industriels et financiers	1 142	1 484	1 894
Cessions d'actifs	1 381 (a)	345	235
Effectifs moyens	57 289	60 898	63 366

<sup>(</sup>a) Y compris l'incidence de la cession des titres Saint-Gobain pour 1 043 MF et hors immobilier de Berlin (cf. note 2.1).

## Compte de résultat consolidé

(en millions de francs)	Notes	1996	1995
Chiffre d'affaires	19	42 983	45 252
Autres produits	20	2 020	1 872
Produits d'exploitation		45 003	47 124
Charges d'exploitation	21	(43 676)	(45 562)
Excédent brut d'exploitation		1 327	1 562
Amortissements et provisions	21	(1 420)	(1 436)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(93)	126
Charges et produits financiers		552	(44)
Provisions		(11)	(46)
RÉSULTAT FINANCIER	22	541	(90)
RÉSULTAT COURANT		448	36
Charges et produits exceptionnels		(825)	(666)
Amortissements et provisions		(29)	(271)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	23	(855)	(937)
Participation des salariés		(32)	(73)
Impôts sur les bénéfices	24	(56)	(65)
Amortissement des écarts d'acquisition	4	(100)	(89)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		(594)	(1 128)
Part du Groupe dans les résultats des sociétés			
mises en équivalence	7	233	189
Part des minoritaires	13	(11)	7
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		(372)	(933)

## Bilan consolidé

## Actif

(en millions de francs)	Notes	1996	1995
Immobilisations incorporelles	3	304	301
Écarts d'acquisition	4	1 207	1 152
Immobilisations corporelles	5	5 126	5 901
Immobilisations financières			
Titres de participation	6	514	1 564
Titres mis en équivalence	7	970	856
Autres immobilisations financières	8	442	552
		1 926	2 971
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9	148	217
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		8 710	10 542
Stock et travaux en cours	10	3 964	4 411
Clients et autres créances d'exploitation	18	16 666	18 487
Valeurs mobilières de placement et créances financières à court terme	11-16	7 530	3 610
Disponibilités	16	1 003	1 077
TOTAL ACTIF CIRCULANT		29 163	27 585
TOTAL DE L'ACTIF		37 872	38 126
IOIAL DE LACIIF		31 812	38 120

## **Passif**

(en millions de francs)	Notes	1996	1995
Capitaux propres	12		
Capital		2 585	2 567
Réserves consolidées		633	1 521
Résultat de l'exercice		(372)	(933)
		2 846	3 155
Intérêts minoritaires	13	77	66
Subventions et produits différés	14	655	4
Provisions pour risques et charges	15	5 850	5 717
Dettes financières à plus d'un an	16		
Emprunts participatifs et obligataires		314	347
Autres emprunts et dettes financières		1 605	2 002
		1 919	2 349
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS		11 347	11 292
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	18	23 199	23 993
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	16	3 326	2 842
TOTAL PASSIF CIRCULANT		26 525	26 835
TOTAL DU PASSIF		37 872	38 126

## Tableau de financement consolidé

(en millions de francs)	Notes	1996	1995
RESSOURCES			
Capacité d'autofinancement	17	1 014	977
Cessions d'actifs			
Cessions d'immobilisations		187	166
Cessions de titres		1 194	179
		1 381	345
Augmentations de capital		19	159
Augmentations des autres dettes à long terme		651	_
I - TOTAL		3 066	1 481
EMPLOIS			
Investissements			
Investissements industriels		939	1 356
Investissements financiers		204	128
		1 142	1 484
Immobilisations (cessions) d'actifs immobiliers		(614)	1 023
Variation nette des dettes financières à long terme		789	201
Variation nette des autres immobilisations financières		5	126
Dividendes distribués		-	158
II - TOTAL		1 322	2 993
Excédent (insuffisance) des ressources sur les emplois (I - II)		1 743	(1 513)
III - Variations de périmètre, écarts de conversion et autres reclassements		144	(529)
Variation nette du fonds de roulement (I - II + III)		1 887	(2 042)
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement	18	(1 475)	(868)
Augmentation (diminution) de la trésorerie		3 362	(1 174)

## Annexe aux comptes consolidés

## 1 Principes comptables

Les comptes consolidés de la SGE, intégrés dans les comptes consolidés de la Compagnie Générale des Eaux, sont établis selon les normes définies par le plan comptable général, la loi du 3 janvier 1985 et le décret du 17 février 1986.

#### 1.1. Principes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions de francs, ainsi que les filiales de chiffre d'affaires inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Les sociétés sur lesquelles la SGE exerce un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale. Celles sur lesquelles la SGE exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les sociétés communautaires d'intérêt et les sociétés en participation qui représentent une quote-part de chiffre d'affaires et un bilan significatifs pour le Groupe sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

## 1.2. Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Les états financiers des sociétés et établissements étrangers consolidés sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion qui en découlent sont inclus dans les réserves consolidées.

## 1.3. Éléments libellés en monnaie étrangère

Les éléments du bilan consolidé libellés en devises sont convertis au cours de change de la clôture de l'exercice ou au cours de la couverture qui leur est affectée. Seules les pertes de change latentes qui en résultent sont provisionnées dans les résultats de l'exercice.

#### 1.4. Écarts d'acquisition

Le principe est d'affecter les écarts de première consolidation, représentant la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part des capitaux propres correspondant à la date d'acquisition, aux différents éléments actifs et passifs du bilan de la société acquise.

Le solde non affecté est porté à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amorti sur une durée n'excédant pas vingt ans, sauf cas particuliers justifiant un amortissement accéléré.

Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés exploitant des carrières sont amortis sur la durée d'exploitation prévisible, et au maximum sur quarante ans.

#### 1.5. Immobilisations corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements sont généralement évalués à leur coût d'acquisition ou de production. En ce qui concerne les immeubles du patrimoine immobilier, les frais financiers sont capitalisés pendant la période de construction.

Les amortissements pratiqués sont déterminés selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées de vie habituellement retenues dans la profession.

Ces durées sont les suivantes :

Immeubles en patrimoine	cinquante ans
Immeubles d'exploitation	de quinze à trente ans
Matériels de travaux publics	de deux à dix ans
Véhicules	de trois à cinq ans
Agencements	de huit à dix ans
Mobiliers et matériels de bureau	de trois à dix ans

Le Groupe n'a pas retenu l'option de retraiter les immobilisations financées par des contrats de crédit-bail.

### 1.6. Titres de participation

La valeur brute des titres de participation non consolidés correspond à leur coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'usage est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, rectifiée le cas échéant pour tenir compte de leur valeur boursière, de leur intérêt pour le Groupe ou des perspectives de développement et de résultat des sociétés concernées.

#### 1.7. Engagements pour retraites

Les engagements pour retraites concernant le personnel en activité – indemnités de départ à la retraite ou engagements dans le cadre de régimes de retraites complémentaires – sont portés en engagements hors bilan.

Les engagements du Groupe, dans le cadre de régimes de retraites complémentaires concernant le personnel retraité, sont provisionnés au passif du bilan et évalués selon la méthode actuarielle prospective. L'incidence de l'actualisation de ces engagements de retraite est prise en compte dans le résultat.

#### 1.8. Dégagement du résultat

Les résultats sur contrats à long terme conclus par les sociétés des divisions Bâtiment et travaux publics et Travaux routiers sont déterminés selon la méthode de l'avancement. En revanche, pour les divisions Ingénierie et travaux électriques et Thermique-Mécanique, les sociétés concernées utilisent la méthode de l'achèvement. Dans ce cas, les pertes probables correspondant aux travaux réalisés à la clôture de l'exercice donnent lieu à dépréciation des travaux en cours.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est constituée quelle que soit la méthode, après prise en compte, le cas échéant, de droits à réclamation estimés selon des hypothèses prudentes.

### 1.9. Impôts sur le résultat

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt exigible des entités consolidées, corrigé de la variation sur l'exercice des impôts différés.

Ceux-ci proviennent principalement des différences temporaires apparaissant entre le résultat fiscal et le résultat comptable des entités consolidées et sont déterminés selon la méthode du report variable. Les impôts différés relatifs à des différences temporaires dont les échéances ne sont pas connues à la clôture de l'exercice ne sont pas constatés. Il en est de même en ce qui concerne les impôts différés actifs relatifs aux déficits reportables.

#### 2 • Évolution du Groupe

## 2.1. Faits marquants

#### Cessions des immeubles de Berlin

La SGE a procédé fin décembre 1996 à la cession auprès de fonds d'investissements allemands des immeubles Anthropolis et Lindencorso qu'elle détenait à Berlin. Le Groupe avait, préalablement à cette opération, repris les engagements financiers de ses partenaires dans ces deux projets. Ces opérations, dont l'incidence en trésorerie est de l'ordre de 2,2 milliards de francs, sont assorties de baux d'une durée maximale de trente ans souscrits par le Groupe, celui-ci bénéficiant d'options de rachat sur les immeubles cédés au bout de vingt et trente ans.

En terme d'impact sur le résultat, ces cessions ont eu pour conséquence la constatation sur l'exercice de moins-values résiduelles de l'ordre de 200 millions de francs. Il s'y ajoute des provisions de même ordre de grandeur destinées à couvrir l'écart entre le loyer garanti et les revenus locatifs prévisionnels durant la phase de remplissage initiale des immeubles. Celles-ci ont été déterminées sur la base d'hypothèses retenues par des experts immobiliers, dans un marché dont l'évolution dans les prochaines années reste encore incertaine.

Par ailleurs, la société immobilière EPE Friedrichstadtpassagen, dans laquelle la SGE détient 25 %, a cédé également fin décembre son immeuble de la Friedrichstrasse (Quartier 207) pour un prix de 460 millions de DM à un investisseur allemand. Cette cession est assortie d'un bail d'une durée maximale de quinze ans et demi souscrit par EPE et d'un échange d'options entre les parties. Au global, cette opération immobilière n'aura eu aucune incidence sur les résultats du Groupe, la plus-value de cession réalisée ayant été neutralisée par une provision pour risques locatifs.

#### Cession du portefeuille d'actions Saint-Gobain

Le portefeuille d'actions Saint-Gobain que détenait la SGE a été cédé en totalité auprès de la Compagnie Générale des Eaux dans le courant de l'exercice.

Cette cession, portant sur un montant de 1 563 millions de francs, a permis de dégager une plus-value de 520 millions de francs.

## Acquisition de 40 % du capital de CBC (Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction)

Dans le cadre de la réorganisation du pôle construction de la Compagnie Générale des Eaux amorcée en 1996, la SGE a acquis 40 % de CBC, pour un montant net de 81 millions de francs. Cette acquisition, intervenue en fin d'exercice, n'a aucune incidence sur le résultat consolidé du Groupe en 1996.

Cette prise de participation est assortie d'une garantie d'actif et de passif de la Compagnie Générale des Eaux en faveur de la SGE.

## 2.2. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 456 sociétés au 31 décembre 1996 (451 sociétés au 31 décembre 1995), dont 33 sociétés en participation ou en GIE.

Il se décompose, par méthode de consolidation, de la façon suivante :

	France	Étranger	Total	Rappel 1995
Intégration globale	205	189	394	384
Intégration proportionnelle dont SEP GIE	18 11	29 22	47 33	54 37
Mise en équivalence	6	9	15	13
TOTAL	229	227	456	451

## 3 Immobilisations incorporelles

Les variations de l'exercice s'analysent comme suit :

(en millions de francs)	Valeur brute au 31.12.1995	Investis- sements	Autres variations	Valeur brute au 31.12.1996	Amortis- sement au 31.12.1996	Valeur nette au 31.12.1996
Mise de fonds du domaine concéd	é 222	18	-	240	(30)	210
Autres immobilisations incorporell	es 442	23	(11)	453	(359)	94
	664	41	(11)	693	(389)	304

Les mises de fonds du domaine concédé représentent l'acquisition de droits incorporels dans le cadre de l'obtention de contrats de gestion déléguée, et concernent l'activité Services de Sogea.

Les autres immobilisations incorporelles à la clôture de l'exercice comprennent principalement les valeurs relatives aux fonds de commerce.

## 4 • Écarts d'acquisition

Les variations de l'exercice s'analysent comme suit :

(en millions de francs)	Valeur brute	Amortis- sements	Valeur nette
Valeurs au 31.12.1995	1 974	(822)	1 152
Écarts d'acquisition constatés dans l'exercice	91	_	91
Dotation aux amortissements	-	(100)	(100)
Écarts de conversion et divers	108	(44)	64
Valeurs au 31.12.1996	2 173	(966)	1 207

La mise en équivalence de CBC (40 % acquis à la clôture de l'exercice) a entraîné la constatation d'un écart d'acquisition de 81 MF.

Les écarts d'acquisition nets concernant les filiales britanniques (450 millions de francs, soit 59 millions de livres) et l'ensemble Moter (142 millions de francs) constituent les éléments les plus significatifs de ce poste.

## 5 Immobilisations corporelles

Les variations de l'exercice s'analysent de la façon suivante :

(en millions de francs)	Valeur brute au 31.12.1995	Investis- sements	Cessions et divers	Valeur brute au 31.12.1996	Amortis- sements au 31.12.1996	Valeur nette au 31.12.1996
Terrains	1 455	4	62	1 520	(79)	1 441
Constructions	1 773	19	(70)	1 722	(645)	1 077
Installations techniques, matériels	4 923	359	(456)	4 826	(3 595)	1 231
Agencements et autres	2 819	314	(572)	2 561	(1 811)	750
Immobilisations concédées	547	32	2	581	(23)	558
Immobilisations en cours	661	290	(803)	148	(79)	69
	12 178	1 017	(1 838)	11 357	(6 231)	5 126

Les cessions de l'exercice concernent pour l'essentiel les actifs immobiliers du Groupe à Berlin.

#### Analyse par secteur d'activité

		1996	1995
Valeur brute	Amortissements Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
5 279	(2 974)	2 304	2 427
3 570	(2 281)	1 289	1 503
351	(219)	132	131
1 054	(747)	306	401
1 104	(9)	1 094	1 439
11 357	(6 231)	5 126	5 901
	5 279 3 570 351 1 054 1 104	brute         Dépréciations           5 279         (2 974)           3 570         (2 281)           351         (219)           1 054         (747)           1 104         (9)	Valeur brute         Amortissements Dépréciations         Valeur nette           5 279         (2 974)         2 304           3 570         (2 281)         1 289           351         (219)         132           1 054         (747)         306           1 104         (9)         1 094

Les actifs immobiliers allemands comprennent le terrain du Lindencorso à Berlin maintenu au bilan pour une valeur de 651 millions de francs (cf. note 14).

#### 6 - Titres de participation

Le poste titres de participation des sociétés non consolidées a enregistré la cession dans l'exercice de titres d'activité du portefeuille, notamment le portefeuille d'actions de la Compagnie de Saint-Gobain que détenait la SGE, qui représentait une valeur d'actif de 1 043 millions de francs.

Au 31 décembre 1996, ce poste comprend notamment les titres des sociétés concessionnaires d'ouvrages en cours de construction, auxquels s'ajoute l'ensemble des titres de sociétés dont l'importance n'est pas significative au regard des seuils de consolidation.

#### 7 Titres mis en équivalence

Les principales données financières relatives aux sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

		1996		1995
(en millions de francs)	Total	dont Cofiroute	Total	dont Cofiroute
Chiffre d'affaires* (à 100 %)	4 377	4 000	4 215	3 653
Part du Groupe dans les capitaux propres	970	922	855	822
Résultat net (à 100 %)	747	695	593	605
Part du Groupe dans les résultats nets	233	215	189	187

<sup>\*</sup> non intégré dans le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

La quote-part des capitaux propres de CBC mis en équivalence à la fin 1996 (40 % acquis à la clôture de l'exercice) figure dans ce poste pour une valeur égale à zéro. L'évolution de la valeur des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

(en millions de francs)	1996	1995
Valeur des titres en début d'exercice	855	796
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	233	189
Dividendes distribués et divers	(118)	(130)
Valeur des titres en fin d'exercice	970	855

Le dividende versé par Cofiroute s'est élevé à 115 millions de francs en 1996 (119 millions de francs en 1995).

#### 8 - Autres immobilisations financières

Cette rubrique s'analyse ainsi :

(en millions de francs)	1996	1995
Créances financières à long terme	396	505
Autres titres immobilisés nets	46	47
	442	552

Les créances financières concernent principalement des prêts consentis à des filiales non consolidées ainsi que les dépôts et cautionnements.

#### 9 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Les charges à répartir sur plusieurs exercices comprennent notamment :

- des frais d'installations de chantiers dont l'amortissement est étalé sur la durée d'exécution des travaux ;
- des préloyers relatifs au financement par crédit-bail du siège social de Rueil 2000, qui sont amortis sur la durée des contrats.

#### 10 - Stocks et travaux en cours

Ce poste concerne essentiellement les chantiers pour lesquels le Groupe applique la méthode de l'achèvement dans les secteurs Ingénierie et travaux électriques et Thermique-Mécanique.

Le poste « stocks et travaux en cours » s'analyse comme suit :

(en millions de francs)	1996	1995
Chantiers à l'achèvement	3 492	3 845
Autres valeurs d'exploitation	626	708
Provisions pour dépréciation	(154)	(142)
	3 964	4 411

#### 11 • Valeurs mobilières et autres créances financières à court terme

L'analyse des titres de placement, valeurs mobilières et autres créances financières à court terme est la suivante :

(en millions de francs)	1996	1995
Titres de placement et autres valeurs mobilières de placement	3 576	2 662
Créances financières à court terme	3 954	948
	7 530	3 610

La totalité du portefeuille d'actions Compagnie Générale des Eaux que détenait le Groupe (430 millions de francs à fin 1995), qui figurait en titres de placement, a été cédée dans l'exercice.

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées pour l'essentiel de titres de créances négociables et parts de produits de trésorerie (fonds communs de placement ou Sicav). Leur valeur de marché au 31 décembre 1996 ne fait pas apparaître de différences significatives par rapport à leur valeur nette comptable à cette date.

Les créances financières comprennent notamment les créances à encaisser sur la cession des immeubles de Berlin intervenue fin décembre, pour une valeur proche de 2,2 milliards de francs.

#### 12 • Variation des capitaux propres

#### (en millions de francs)

Capitaux propres	Capital	Réserves	Résultat	Total
Au 31 décembre 1994	2 482	1 337	290	4 109
Augmentations de capital	85	70	-	155
Affectation de résultat et dividendes distribués	-	144	(290)	(146)
Écarts de conversion	-	(31)	-	(31)
Résultat de l'exercice, part du Groupe	-	-	(933)	(933)
Au 31 décembre 1995	2 567	1 521	(933)	3 155
Augmentations de capital	18	1	-	19
Affectation de résultat et dividendes distribués	-	(933)	933	_
Écarts de conversion	-	44	-	44
Résultat de l'exercice, part du Groupe	_	-	(372)	(372)
Au 31 décembre 1996	2 585	633	(372)	2 846

Les écarts de conversion figurent dans les réserves consolidées pour un montant de - 52 millions de francs à fin décembre 1996.

#### 13 Intérêts minoritaires

Au cours de l'exercice, les intérêts minoritaires ont évolué comme suit :

(en millions de francs)	1996	1995
Valeur en début d'exercice	66	80
Part des minoritaires sur les résultats de l'exercice	11	(7)
Variations de périmètre	(8)	_
Dividendes distribués et divers	8	(7)
Valeur en fin d'exercice	77	66

Pour les filiales dont les capitaux propres incluant le résultat de l'exercice sont négatifs, le Groupe a pris en charge la quote-part des capitaux propres incombant aux actionnaires minoritaires.

#### 14 • Subventions et produits différés

Dans cette rubrique figure notamment un produit perçu d'avance de 651 millions de francs auprès de l'acquéreur du Lindencorso à Berlin, dans le cadre du bail emphytéotique qui lui a été consenti pour une durée de cinquante ans. Ce produit est amorti de façon linéaire sur la durée du bail.

#### 15 Provisions pour risques et charges

Au cours de l'exercice, les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit :

(en millions de francs)	31.12.1995	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.1996
Risques d'exploitation	4 016	1 698	(1 561)	56	4 209
Risques financiers	135	29	(56)	51	159
Autres risques	1 566	971	(1 008)	(47)	1 482
	5 717	2 698	(2 625)	60	5 850

Les provisions pour risques d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

(en millions de francs)	1996	1995
Amortissements de caducité	89	75
Renouvellement, garantie totale	175	156
Complément de retraites	673	627
Service après-vente	578	543
Pertes à terminaison	708	583
Autres risques sur chantiers	1 986	2 032
Total	4 209	4 016

Le poste « autres provisions pour risques » concerne des provisions destinées à couvrir des risques de caractère exceptionnel, notamment des coûts de restructurations (320 MF à la fin 1996), et les risques locatifs de l'immobilier allemand (190 millions de francs à fin 1996).

#### 16 • Endettement financier net

Après un endettement financier net de 505 millions de francs en fin d'année 1995, le groupe SGE présente à la fin de l'exercice une trésorerie excédentaire de 3 288 millions de francs, qui s'analyse comme suit :

1996	1995
(300)	(300)
(14)	(47)
(1 605)	(2 002)
(1 919)	(2 349)
(1 281)	(951)
(3 200)	(3 300)
(2 045)	(1 891)
7 530	3 610
1 003	1 076
6 488	2 795
3 288	(505)
3 789	852
(501)	(1 357)
	(300) (14) (1 605) (1 919) (1 281) (3 200) (2 045) 7 530 1 003 6 488 3 288 3 789

Le coût moyen des dettes financières ressort à  $5\,\%$  pour l'exercice 1996. La part à taux variable représente  $70\,\%$  du total, soit 2,3 milliards de francs, rémunéré au taux moyen de  $4,2\,\%$  en 1996 contre  $5\,\%$  en 1995. La part à taux fixe est de 0,9 milliard de francs après prise en compte des couvertures de taux (swaps et instruments associés), à un taux moyen de  $7\,\%$ .

Le poste « découverts bancaires et autres dettes financières à moins d'un an » inclut le montant de billets de trésorerie émis par la société mère, la SGE, pour 170 millions de francs au 31 décembre 1996 (300 millions de francs à fin 1995).

#### Dettes financières en devises

Les dettes financières en devises s'élèvent à 2,4 milliards de francs à fin 1996. Elles comprennent principalement des dettes en deutsche Mark pour 1 833 millions de francs rémunérés à un taux moyen de 3,8 %, et en livres sterling pour 476 millions de francs au taux moyen de 7,1 %.

Il s'agit de dettes souscrites par les filiales allemandes et britanniques de la SGE, finançant des actifs émis dans les mêmes devises.

#### Échéancier des dettes financières à plus d'un an

#### (en millions de francs)

Échéances à plus d'un an et à deux ans au plus	851
Échéances à plus de deux ans et cinq ans au plus	508
Échéances à plus de cinq ans	532
Échéances non définies	28
Dettes financières à plus d'un an	1 919

#### Dettes garanties par des sûretés réelles

Au 31 décembre 1996, les dettes financières couvertes par des sûretés réelles se décomposent comme suit :

(en millions de francs)	1996	1995
Emprunts obligataires	4	31
Emprunts auprès des établissements de crédit	632	940
Emprunts divers	8	12
	644	983

#### 17 • Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement s'analyse comme suit :

(en millions de francs)	1996	1995
Résultat net des sociétés intégrées	(594)	(1 128)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	125	129
Dotations nettes aux amortissements	1 360	1 432
Dotations nettes aux provisions	137	613
Marge brute d'autofinancement	1 029	1 045
Résultat sur cessions d'actifs	(14)	(67)
Capacité d'autofinancement	1 014	977

#### 18 • Besoin en fonds de roulement

(en millions de francs)	1996	1995	Variation
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	3 964	4 411	(447)
Clients et autres créances d'exploitation	17 544	19 290	(1 746)
Provisions sur créances d'exploitation	(878)	(803)	(75)
Stocks et créances d'exploitation (I)	20 630	22 898	(2 268)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)	23 199	23 993	(794)
Besoin en fonds de roulement (I - II)	(2 569)	(1 094)	(1 475)

#### 19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé exclut les produits et prestations diverses, ainsi que les prestations aux sociétés en participation non consolidées, qui sont reclassés en autres produits d'exploitation (cf. note 20).

Par ailleurs, l'évolution du chiffre d'affaires prend également en compte l'effet des variations de périmètre et de cours de change, dont les incidences se compensent sensiblement sur l'exercice. Elle s'analyse comme suit :

(en millions de francs)	1996	1995
Chiffre d'affaires de l'exercice	42 983	45 252
dont - chiffre d'affaires des sociétés entrantes	(99)	_
- chiffre d'affaires des sociétés sortantes	-	(301)
- impact des variations de change	-	250
Chiffres d'affaires à périmètre et change constants	42 884	45 201

### Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité et zones géographiques

(en millions de francs)	France	Europe	Autres	Total	%
Bâtiment et travaux publics	12 308	6 421	3 221	21 950	51,1
Travaux routiers	8 202	1 645	-	9 847	22,9
Travaux électriques	2 428	561	19	3 008	7,0
Thermique-Mécanique	2 515	5 634	29	8 178	19,0
	25 453	14 261	3 269	42 983	
En pourcentages	59,2	33,2	7,6		100,0

La part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger reste stable à 41 % du chiffre d'affaires total. Celui-ci ressort à 17,5 milliards de francs, dont plus de 14 milliards de francs ont été réalisés en Europe.

#### 20 - Autres produits d'exploitation

(en millions de francs)	1996	1995
Quote-part de résultat sur opérations en commun	79	79
Transferts de charges	62	122
Prestations diverses	1 817	1 618
Revenus de la gestion immobilière	63	53
	2 020	1 872

Le poste « prestations diverses » concerne les produits non directement liés à l'activité tels que location de matériels, ventes de marchandises, prestations de bureaux d'études, honoraires de pilotage de chantier, etc.

Les transferts de charges concernent uniquement des charges à répartir constatées dans l'exercice (cf. note 9).

#### 21 Résultat d'exploitation

#### Charges d'exploitation

(en millions de francs)	1996	1995
Achats consommés	12 365	12 806
Services extérieurs	16 697	17 289
Frais de personnel	12 466	13 217
Autres charges	2 148	2 250
	43 676	45 562

#### Dotations aux amortissements et provisions

(en millions de francs)	1996	1995
Amortissements :		
Immobilisations incorporelles	29	29
Immobilisations corporelles	1 057	1 092
Charges à répartir	133	210
Amortissements de caducité	14	12
	1 233	1 343
Dotations nettes aux provisions :		
Dépréciations d'actifs	23	(33)
Risques et charges d'exploitation	164	126
	187	93
Total amortissements et provisions	1 420	1 436

#### 22 Résultat financier

(en millions de francs)	1996	1995
Frais financiers nets	(62)	(106)
Dividendes perçus	22	84
Plus-values sur cessions de titres	555	
Provisions financières	(11)	(55)
Résultat de change et divers	37	(13)
	541	(90)

Les cessions de titres de l'activité de portefeuille effectuées en 1996 ont permis de dégager une plus-value globale de 555 MF, dont 520 MF enregistrés lors de la cession du portefeuille d'actions Saint-Gobain.

#### 23 Résultat exceptionnel

(en millions de francs)	1996	1995
Résultat net sur cessions d'actifs	79	34
Coûts nets de restructuration	(435)	(484)
Autres charges et produits exceptionnels nets de provisions	(499)	(487)
	(855)	(937)

Les pertes exceptionnelles de la période proviennent principalement des charges liées aux mesures de restructuration mises en œuvre dans l'exercice et des pertes complémentaires résultant de la cession des actifs immobiliers en Allemagne (cf. note 2.1). Par ailleurs, le résultat exceptionnel comprend également un montant de 56 millions de francs (85 millions en 1995) au titre du produit à recevoir d'autres filiales du groupe de la Compagnie Générale des Eaux, dans le cadre de l'intégration fiscale mise en place en Grande-Bretagne.

#### 24 Impôts sur les bénéfices

(en millions de francs)	1996	1995
Impôts courants	(56)	(60)
Impôts différés	-	(5)
	(56)	(65)

Le poste « impôts courants » concerne essentiellement les filiales et les établissements étrangers du Groupe.

Compte tenu des reports fiscaux déficitaires que détient le Groupe, aucune incidence de la fiscalité différée n'a été enregistrée dans l'exercice. Les dettes et créances d'impôts différés qui figurent au bilan demeurent non significatifs.

#### 25 • Engagements hors bilan

#### 25.1. Engagements donnés

(en millions de francs)	1996	1995
Avals, cautions et garanties	13 438	14 549
Régimes de retraites complémentaires	530	637
Indemnités de départ en retraite	234	275
Garanties solidaires des associés de sociétés de personnes non consolidées	948	1 022
Autres engagements	299	176
	15 449	16 659

Les cautions données à l'occasion des grands contrats, qui représentent la plus grande part du poste « avals, cautions et garanties » et couvrent notamment les avances reçues et les garanties de bonne fin d'exécution des travaux, expliquent l'importance du montant des engagements donnés.

Les engagements de retraites concernent principalement les régimes de retraites complémentaires de certaines filiales allemandes.

#### 25.2. Engagements reçus

Les engagements reçus, qui comprennent essentiellement des sûretés personnelles (cautions, garanties), représentent 1 685 millions de francs au 31 décembre 1996 (1 663 millions de francs au 31 décembre 1995).

#### 25.3. Baux de longue durée

Les trois immeubles de Berlin, dans lesquels le Groupe était engagé (*Lindencorso*, *Anthropolis*, *Quartier 207*) ont été vendus en décembre 1996. Les contrats de cession sont assortis de baux d'une durée comprise entre dix ans et trente ans, garantis par la Compagnie Générale des Eaux, et dont la charge annuelle, à partir de 1997, sera de l'ordre de 38 millions de deutsche Mark. Des provisions pour risques locatifs ont été constituées pour couvrir l'écart entre les loyers garantis aux acquéreurs et les revenus prévisionnels des premières années, sur la base d'hypothèses établies par des experts immobiliers (cf. note 2.1).

#### 26 • Engagements en matière de crédit-bail

Les investissements financés par voie de crédit-bail représentent au 31 décembre 1996 un montant résiduel de 850 millions de francs (après 271 millions de francs d'amortissements). Ils concernent pour l'essentiel le siège social de la SGE dont la valeur de rachat en 2007 est de 70 millions de francs.

Les redevances restant dues au titre de ces différents contrats s'élèvent à 1 092 millions de francs, dont 861 millions de francs pour la part en capital.

A la suite des opérations de gestion du risque de taux, le coût moyen du financement des crédits-bails au 31 décembre 1996 ressort à 4,9% pour les 80% à taux variable et à 7,5% pour le solde à taux fixe.

Le règlement de ces redevances se déroulera selon l'échéancier suivant :

#### (en millions de francs)

Redevances dues	
à moins d'un an	128
entre deux et cinq ans	410
au-delà de cinq ans	554
	1 092

Les redevances payées dans l'exercice se sont élevées à 139 millions de francs (165 millions de francs en 1995).

#### 27 • Gestion de la dette financière et des encours de crédit-bail

Les instruments financiers auxquels le Groupe recourt, dans le cadre de sa politique de gestion du risque de taux, sont constitués principalement de contrats de swaps et d'instruments d'assurance de taux.

Les instruments de couverture, affectés aux dettes financières et crédits-bails, représentaient à la clôture de l'exercice, un encours global d'environ 500 millions de francs, dont les échéances se répartissent entre 1 et 5 ans pour les dettes financières et entre 1 et 10 ans pour les crédits-bails.

#### 28 • Effectifs

L'effectif moyen des sociétés intégrées se décompose comme suit :

	1996	1995
Cadres	5 015	5 153
Agents de maîtrise	4 512	5 542
Employés	10 267	9 610
Ouvriers	37 495	40 593
	57 289	60 898

Sa diminution résulte notamment des mesures de restructuration mises en œuvre dans l'exercice.

Par ailleurs, les effectifs inscrits à la clôture de l'exercice représentaient 54 838 personnes.

#### 29 Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations des dirigeants du groupe SGE, y compris les jetons de présence versés aux administrateurs, s'est élevé à 19,3 millions de francs en 1996, équivalent à celui de l'exercice précédent.

# Liste des principales sociétés consolidées en 1996

	Méthode de consolidation	% Intérêt Groupe
1. Bâtiment et travaux publics		
Sogea	IG	100,00
Sicra	IG	100,00
Sogea Normandie	IG	100,00
Sobea Ile-de-France	IG	100,00
Sogea Sud-Ouest	IG	100,00
Sogea Est	IG	100,00
Sogea Sud-Est	IG	100,00
Sogea Atlantique	IG	100,00
TPI	IG	100,00
Sogea Bretagne	IG	100,00
Dodin Sud	IG	100,00
Lamy	IG	100,00
Sogea Centre	IG	100,00
Satom et ses filiales	IG	100,00
SBTPC (La Réunion)	IG	85,57
Sogea Guadeloupe	IG	100,00
Sogea Réunion	IG	100,00
Sogea Martinique	IG	100,00
Denys et ses filiales (Belgique)	IG	100,00
Norwest Holst Ltd et ses filiales	IG	100,00
Rosser & Russel et ses filiales	IG	100,00
Campenon Bernard SGE	IG	100,00
Deschiron	IG	100,00
Socaso	IP	66,67
Campenon Bernard Sud	IG	100,00
EMCC	IG	100,00
Campenon Bernard Régions	IG	100,00
Par.en.ge	IG	100,00
EDIF	IG	100,00
Urban BTP	IG	100,00
Botte BTP	IG	100,00
Campenon Bernard Bâtiment	IG	100,00
Olympia Bau GmbH (Allemagne)	IG	100,00
Ostsächsische Bau GmbH (Allemagne)	IG	100,00
SGE Hoch und Ingenieurbau (Allemagne)	IG	100,00
Hagen (Portugal)	IG	99,95

	Méthode de consolidation	% Intérêt Groupe
Klee KG (Allemagne)	IG	63,92
CBC Compagnie Générale de Bâtiment et Construction	on ME	40,00
Freyssinet	IG	100,00
Freyssinet France	IG	100,00
PSC Freyssinet (Grande-Bretagne)	IG	100,00
Freyssinet Espagne	IG	60,00
2. Travaux routiers		
Cochery Bourdin Chaussé	IG	100,00
Gercif-Emulithe	IG	100,00
Rol Lister	IG	100,00
TSS	IG	100,00
Moter	IG	99,46
Société alsacienne ent. canalisation	IG	100,00
Routière du Midi	IG	100,00
Roy	IP	50,00
Lalitte TP	IG	100,00
STP l'Essor	IG	100,00
Rol Normandie	IG	100,00
Routière Bourdarios	IG	99,46
Grizaco (Belgique)	IG	90,17
SGE Verkehrsbau Union (Allemagne)	IG	100,00
Strassenbau Weimar	IG	100,00
MLTU	IG	100,00
Strassenbau Potsdam	IG	100,00
ERD Tief und Wasserbau	IG	100,00
Viafrance	IG	100,00
Valentin	IG	100,00
Carrières de Chailloué	IG	99,99
Roussey	IG	100,00
Les Paveurs de Montrouge	IG	100,00
Tracyl	IG	100,00
SEC TP	IG	100,00
Pailhes TP	IG	100,00
Cofiroute	ME	30,88

	Méthode de consolidation	% Intérêt Groupe
3. Ingénierie et travaux électriques		<u> </u>
Saunier Duval électricité	IG	100,00
Controlmatic (Allemagne)	IG	100,00
Electro Navale	IG	100,00
Selt	IG	100,00
Cepeca Sud-Ouest	IG	100,00
Toute la Téléphonie Moderne	IG	99,80
4. Thermique-Mécanique		
Tunzini Wanner	IG	100,00
Tunzini	IG	100,00
Wanner isofi	IG	100,00
Tunzini Protection Incendie	IG	100,00
Tunzini Thermique Environnement	IG	100,00
Itasa (Espagne)	IG	100,00
Fromont	IG	100,00
SBGC (La Réunion)	IG	95,50
H. Nickel (Allemagne)	IG	100,00
Dechow	IG	100,00
Reinartz	IG	100,00
G + H Montage (Allemagne)	IG	100,00
Schuh	IG	100,00
Isolierungen Leipzig	IG	100,00
Kitson's Insulation (Grande-Bretagne)	IG	100,00
L + V Isolatie (Pays-Bas)	IG	100,00
Wrede & Niedecken	IG	100,00
Lefort Francheteau	IG	100,00
Saga entreprise	IG	100,00
Sonex	IG	100,00
5. Sociétés immobilières		
SGE Immobilien	IG	100,00
Lindencorso	IG	100,00
Wartberlin	IG	100,00
Baselerstrasse	IG	100,00
EPE Friedrichstadtpassagen	ME	25,00
IG: intégration globale.		

IG : intégration globale. IP : intégration proportionnelle. ME : mise en équivalence.

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 1996

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société Générale d'Entreprises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1996, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note n° 2.1 de l'annexe concernant les faits marquants de l'exercice : l'appréciation des risques liés aux garanties locatives consenties aux acquéreurs des programmes de Berlin a conduit le Groupe à constater des provisions. Cellesci ont été déterminées sur la base des hypothèses retenues par des experts immobiliers, dans un marché dont l'évolution reste encore incertaine.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 30 avril 1997

Bernard Montagne et Associés Deloitte Touche Tohmatsu Salustro Reydel

Michel Bousquet Dominique Descours Bernard Cattenoz Benoît Lebrun

## Comptes sociaux

- 88 Bilan
- 90 Compte de résultat
- 92 Tableau de financement
- 93 Annexe aux comptes sociaux
- 104 Résultats financiers des cinq derniers exercices
- 105 Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31.12.1996
- 106 Rapport général des commissaires aux comptes
- 107 Rapport spécial des commissaires sur les conventions réglementées

## Bilan

#### Actif

(en milliers de francs)	Notes	1996	1995
Immobilisations incorporelles	3	41 008	41 069
Immobilisations corporelles	3	72 705	79 158
Immobilisations financières	4/9/10	7 008 241	8 045 274
Charges à répartir sur plusieurs exercices	5	23 577	25 771
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		7 145 531	8 191 272
Clients et comptes rattachés	9/10	23 765	34 509
Autres débiteurs	9/10	440 758	200 067
Valeurs mobilières de placement	8	2 930 886	1 466 414
Disponibilités	8	1 048 998	88 368
Charges constatées d'avance	9	3 346	4 103
TOTAL ACTIF CIRCULANT		4 447 753	1 793 461
Écarts de conversion Actif		39 738	9 940

11 000 022 0 004 010	TOTAL DE L'ACTIF	11 633 022	9 994 673
----------------------	------------------	------------	-----------

#### **Passif**

(en milliers de francs)	Notes	1996	1995
Capital		2 585 205	2 566 752
Primes d'émission, de fusion, d'apport		348 880	882 069
Réserve légale		172 054	172 054
Réserves réglementées		202 607	202 607
Report à nouveau		-	317 828
Résultat de l'exercice		58 054	(851 995)
Provisions réglementées		4 939	3 777
CAPITAUX PROPRES	6	3 371 739	3 293 092
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7	440 681	1 312 909
Dettes financières	8/9/10	7 602 062	5 083 764
Autres dettes	9/10	183 630	290 360
Produits constatés d'avance	9	2 234	8 176
TOTAL DETTES		7 787 926	5 382 300
Écarts de conversion Passif		32 676	6 372
TOTAL DU PASSIF		11 633 022	9 994 673

## Compte de résultat

(en milliers de francs)	Notes	1996	1995
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires	12	119 214	132 575
Reprises sur provisions et transferts de charges		8 365	19 140
Autres produits d'exploitation		185 379	194 148
		312 958	345 863
Charges d'exploitation			
Autres achats et charges externes		(120 024)	(138 750)
Impôts et taxes		(10 469)	(10 760)
Salaires et charges sociales		(63 689)	(67 782)
Dotations aux amortissements		(11 005)	(11 702)
Dotations aux provisions		(874)	(10 511)
Autres charges d'exploitation		(65 862)	(69 236)
		(271 923)	(308 741)
Quote-part de résultats sur opérations faites			
en commun		(4 030)	(2 276)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		37 005	34 846

Produits financiers		
Produits de participations	323 683	255 378
Produits nets sur cessions de titres immobilisés de l'activité de portefeuille	342 897	_
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	24 863	92 952
Autres intérêts et produits assimilés	62 396	69 179
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	31 924	46 883
Différences positives de change	9 637	4 958
Reprises sur provisions et transferts de charges	38 828	59 247
	834 228	528 597
Charges financières		
Charges liées à des participations	(16 231)	(94 286)
Intérêts et charges assimilés	(194 558)	(326 374)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	(214)	(5 819)
Différences négatives de change	(1 763)	(920)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(46 790)	(78 816)
	(259 556)	(506 215)
RÉSULTAT FINANCIER 13	574 672	22 382
RÉSULTAT COURANT	611 677	57 228
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	11 570	16 681
sur opérations en capital	9 302	1 308 144
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 052 800	140 584
	1 073 672	1 465 409
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	(1 191 838)	(134 752)
sur opérations en capital	(5 326)	(1 247 952)
Dotations aux amortissements et provisions	(498 681)	(991 878)
	(1 695 845)	(2 374 582)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL 14	(622 173)	(909 173)
Impôt sur les bénéfices 15	68 550	(50)
RÉSULTAT NET	58 054	(851 995)

## Tableau de financement

(en milliers de francs)	1996	1995
RESSOURCES		
Résultat net	58 054	(851 995)
Dotations nettes aux amortissements	8 811	9 466
Dotations nettes aux provisions	(547 431)	891 395
Marge brute d'autofinancement	(480 566)	48 866
Résultat des cessions d'actifs	(346 872)	(60 192)
Capacité d'autofinancement	(827 438)	(11 326)
Cessions d'actifs	1 571 954	1 308 144
Augmentations de capital	19 430	155 080
Augmentation des dettes à plus d'un an	521 658	17
I - Total	1 285 604	1 451 915
EMPLOIS		
Investissements		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 237	3 013
Acquisition de titres	234 990	1 257 206
	240 227	1 260 219
Autres emplois		
Diminution des dettes à plus d'un an	327 779	18 188
Variation des autres immobilisations financières	(857 631)	(14 252)
Dividendes distribués		145 988
	(529 852)	149 924
II - Total	(289 625)	1 410 143
Variation nette du fonds de roulement (I - II)	1 575 229	41 772
Augmentation (Diminution) du besoin en fonds de roulement	345 353	(236 654)
Augmentation de la trésorerie	1 229 876	278 426

## Annexe aux comptes sociaux

#### 1 Règles et méthodes comptables

Les comptes de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises.

#### 1.1. Immobilisations incorporelles

Les logiciels inscrits dans la rubrique « concessions, brevets, licences » sont amortis sur 2 ans sauf cas particuliers. Les droits incorporels afférents au contrat de crédit-bail immobilier relatif au siège de la SGE à Rueil 2000 sont amortis sur 30 ans, pour la partie relative aux constructions, à compter du 1er octobre 1992. L'amortissement correspondant, qui est de nature dérogatoire, figure dans les capitaux propres sous la rubrique « provisions réglementées ».

#### 1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif sur la durée de vie estimée pour chaque catégorie d'immobilisations :

- constructions 30 ans - autres immobilisations corporelles 3 à 10 ans

#### 1.3. Titres de participation

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'usage est déterminée à partir de la quote-part de capitaux propres que les titres représentent, quote-part rectifiée le cas échéant pour tenir compte des perspectives de développement et de résultats des sociétés concernées ou de leur intérêt pour le Groupe.

#### 1.4. Sociétés en participation

La Société Générale d'Entreprises, société holding du Groupe, est gérante de quelques sociétés en participation dont elle intègre à 100 % les éléments du bilan et du compte de résultat. La part de résultat revenant aux associés est inscrite dans la rubrique : « quote-part de résultat sur opérations faites en commun ».

#### 1.5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée en cas de risque de non-recouvrement de ces créances.

#### 1.6. Créances et dettes en devises

Les dettes et créances libellées en devises sont valorisées au cours de clôture de l'exercice ou à celui de la couverture qui leur est affectée. Les différences résultant de cette conversion sont portées au bilan dans les comptes « écarts de conversion ». Les pertes latentes sont couvertes par des provisions pour risques sauf dispositions particulières prévues par le plan comptable.

#### 1.7. Valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et éventuellement dépréciées en fonction de leur dernière valeur liquidative en fin d'exercice.

#### 1.8. Provisions pour risques et charges

La SGE constitue des provisions pour couvrir des risques de caractère exceptionnel, notamment des risques sur filiales et des risques immobiliers.

#### 1.9. Engagements de retraites

Les engagements de la société portant sur des retraites complémentaires attribuées à certains membres du personnel font l'objet d'une provision inscrite au bilan pour la partie de ces engagements concernant les bénéficiaires retraités.

Le montant des indemnités de départ en retraite du personnel actif, déterminées suivant les règles de la Convention collective des travaux publics, figure en « engagements hors bilan ».

#### 2 Faits marquants de l'exercice

### 2.1. Cession des titres Compagnie de Saint-Gobain à la Compagnie Générale des Eaux

En juin 1996, la Société Générale d'Entreprises a cédé sa participation dans la Compagnie de Saint-Gobain à la Compagnie Générale des Eaux, pour un montant de 1 563 millions de francs.

La plus-value nette dégagée dans les comptes de la société mère s'élève à 342 millions de francs.

#### 2.2. Acquisition de 40 % de CBC

En décembre 1996, la Compagnie Générale des Eaux a cédé à la Société Générale d'Entreprises 40 % du capital de la Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction (CBC), pour un montant de 81 millions de francs.

Cette cession est assortie d'une garantie d'actif et de passif de la Compagnie Générale des Eaux au profit de la Société Générale d'Entreprises.

#### 2.3. Situation des entreprises allemandes

Au cours de l'exercice 1996, la Société Générale d'Entreprises a procédé à une restructuration financière de SGE Deutsche Holding, qui comprend deux volets :

- un abandon de créance de 339 millions de deutsche Mark, représentant la contrevaleur de 1 155 millions de francs ;
- une augmentation de capital de 30 millions de deutsche Mark, représentant la contrevaleur de 101 millions de francs.

Compte tenu de la reprise de provisions pour risques constituées antérieurement pour un montant de 809 millions de francs, ces opérations ont un impact négatif sur le résultat de la Société Générale d'Entreprises, de - 447 millions de francs.

#### 2.4. Immobilier de Berlin

La cession des projets immobiliers de Berlin, intervenue en décembre 1996 (Lindencorso, Anthropolis et Friedrichstadt Passagen), portés par des filiales allemandes de la Société Générale d'Entreprises a conduit cette dernière à constater des provisions destinées à couvrir l'écart entre le loyer garanti et les revenus locatifs prévisionnels durant la phase de remplissage initiale des immeubles. Celles-ci ont été déterminées sur la base d'hypothèses retenues par des experts immobiliers, dans un marché dont l'évolution dans les prochaines années reste encore incertaine.

La cession de l'immeuble Lindencorso a conduit la Société Générale d'Entreprise à déprécier l'intégralité de sa participation et de son compte courant auprès d'Amery BV, qui détenait 50 % du projet.

L'incidence de cette dépréciation a été entièrement compensée par une reprise de provision constituée antérieurement. Un abandon de créance de 30 millions de francs a dû, par ailleurs, être consenti à la société Lindencorso GmbH.

#### 3 Immobilisations incorporelles et corporelles

#### Valeurs brutes

(en millions de francs)	1995	Acquisitions	Cessions	1996
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	1	_	-	1
Droits incorporels	41	_	-	41
	42	_	-	42
Immobilisations corporelles				
Terrains	24	-	(1)	23
Constructions	56	_	(3)	53
Autres immobilisations corporelles				
et immobilisations en cours	42	5	(1)	46
	122	5	(5)	122

Les droits incorporels résultent du rachat à sa filiale Sogea du contrat de crédit-bail finançant le siège social de la SGE.

#### **Amortissements**

(en millions de francs)	1995	Dotations	Reprises	1996
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	1	_	-	1
	1	-	-	1
Immobilisations corporelles				
Terrains	2	_	-	2
Constructions	24	4	(2)	26
Autres immobilisations corporelles	17	4	-	21
	43	8	(2)	49

#### 4 Immobilisations financières

#### Valeurs brutes

(en millions de francs)	1995	Augmentation	Diminution	1996
Titres de participations	6 383	201	(1 222)	5 362
Créances rattachées à des participations	1 792	1 878	(1 608)	2 062
Autres titres immobilisés	30	33		63
Prêts et autres immobilisations financières	32	9	(7)	34
	8 237	2 121	(2 837)	7 521

Les mouvements constatés dans la rubrique « titres de participations » concernent à hauteur de 1 220 millions de francs la cession de la participation Saint-Gobain.

A noter également dans cette rubrique les augmentations de capital de SGE Deutsche Holding (101 millions de francs) et de Consortium Stade de France (17 millions de francs) ainsi que l'acquisition d'une participation dans CBC pour 81 millions de francs.

Le poste « créances rattachées à des participations » comprend les avances capitalisables et les prêts accordés par la SGE à ses filiales.

Le poste « autres titres immobilisés » s'est accru de l'acquisition de TSDI de la Compagnie du BTP pour 33 millions de francs.

#### **Provisions**

(en millions de francs)	1995	Dotations	Reprises	1996
Titres de participation	81	160	-	241
Créances rattachées à des participations	82	128	_	210
Autres titres immobilisés	28	33	-	61
Prêts et autres immobilisations financières	1	-	-	1
	192	321		513

Les provisions pour dépréciations dotées en 1996 concernent les différentes rubriques suivantes :

- titres de participations : SGE Deutsche Holding (101 millions de francs), Amery BV (54 millions de francs) ;
- créances rattachées : compte courant Amery BV (125 millions de francs) ;
- autres titres immobilisés : TSDI Cie BTP (33 millions de francs).

#### 5 - Charges à répartir

Les charges à répartir sur plusieurs exercices correspondent pour l'essentiel aux préloyers du contrat de crédit-bail relatif au siège social, et amortis sur la durée de celui-ci. Ces préloyers correspondent au préfinancement de l'opération, préalablement à l'occupation de l'immeuble.

#### 6 Capitaux propres

#### (en millions de francs)

	31.12.1995	Augmentations de capital et primes d'émission, dotations aux provisions réglementées	Affectations du résultat de l'exercice 1995	Résultat de l'exercice 1996	31.12.1996
Capital	2 567	18	-	_	2 585
Primes liées au capital	882	1	(534)	_	349
Réserve légale	172	-	-	_	172
Réserves réglementées	203	-	_	_	203
Report à nouveau	318	-	(318)	_	0
Résultat de l'exercice	(852)	-	852	58	58
Provisions réglementées	4	1	_	_	5
	3 294	20	0	58	3 372

Les augmentations de capital souscrites en numéraire dans le cadre du plan d'épargne du groupe de la Société Générale d'Entreprises ont représenté au total un montant de 19 millions de francs pour 217 098 actions.

Au 31 décembre 1996, le capital social était constitué de 30 414 182 actions de 85 francs.

La réserve spéciale des plus-values à long terme se répartit entre deux postes :

- la réserve légale, dont une partie des dotations a été assimilée à des dotations à la réserve spéciale des plus-values à long terme pour les montants suivants, au 31 décembre 1996, détaillés par taux d'imposition :

(en	millions	de	francs)	
-----	----------	----	---------	--

89
36
16
1
142

- les réserves réglementées, dont le solde au 31 décembre 1996 se décompose, par taux d'imposition, de la façon suivante :

#### (en millions de francs)

(	
10 %	23
15 %	22
18 %	113
19 %	41
25 %	4
	203

#### 7 Provisions pour risques et charges

(en millions de francs)	1995	Dotations	Reprises	1996
Engagements de retraites	28	-	-	28
Risques sur filiales	1 148	9	(1 045)	112
Autres risques et charges	137	210	(46)	301
	1 313	219	(1 091)	441

Les reprises de provisions figurant dans la rubrique « risques sur filiales » concernent essentiellement SGE Deutsche Holding et le projet immobilier Lindencorso à Berlin. Au 31 décembre 1996, les provisions pour autres risques et charges concernent principalement les risques locatifs de l'immobilier allemand (190 millions de francs).

#### 8 • Endettement financier net

(en millions de francs)	1996	1995
Emprunts participatifs. Part à plus d'un an	300	300
Emprunts obligataires. Part à plus d'un an	4	8
Emprunts auprès des établissements de crédit	698	536
Autres emprunts et dettes financières divers. Part à plus d'u	ın an 93	57
Dettes financières à long terme	1 095	901
Part à moins d'un an des dettes financières à long terme	323	17
Découverts bancaires et billets de trésorerie	547	401
Comptes courants de trésorerie filiales	5 637	3 764
Valeurs mobilières de placement	(2 931)	(1 466)
Autres créances financières à court terme	(1 294)	(165)
Disponibilités	(1 049)	(88)
Trésorerie nette	1 233	2 463
Endettement financier net (1)	2 328	3 364

<sup>(1)</sup> L'endettement à fin 1995 a été retraité pour tenir compte des avances de trésorerie consenties à SGE Deutsche Holding (86 millions de francs) et à Consortium Stade de France (79 millions de francs).

La réduction de l'endettement net de la Société Générale d'Entreprises provient principalement de la cession de la participation Saint-Gobain, dont l'effet a été partiellement compensé par les mesures de soutien à SGE Deutsche Holding.

Les billets de trésorerie émis par la SGE s'élèvent à 170 millions de francs au 31 décembre 1996. Les valeurs mobilières de placement sont composées, pour l'essentiel, de Sicav et de certificats de dépôts.

Leur valeur boursière à la clôture était voisine du prix de revient.

#### 9 • État des créances et des dettes

#### (en millions de francs)

	Dont		
CRÉANCES	Montant brut	à moins d'un an	à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	2 062	1 326	736
Prêts et autres immobilisations financières	34	1	33
Actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	26	26	0
Autres débiteurs	479	433	46
Charges constatées d'avance	3	3	0
	2 604	1 789	815

Les créances rattachées à des participations comprennent notamment les avances aux filiales allemandes et britanniques à hauteur de 950 millions de francs.

Les variations de provisions sur actif immobilisé sont détaillées dans la note 4.

Par ailleurs, les provisions sur les postes d'actif circulant ont évolué comme suit :

(en millions de francs)	1995	Dotations	1996
Clients	2	0	2
Autres débiteurs	34	4	38
	36	4	40

#### (en millions de francs)

		Doi	nt
DETTES	Montant brut	à moins d'un an	à plus d'un an
Dettes financières			
Emprunts participatifs (1)	300	0	300
Autres emprunts obligataires	8	4	4
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 394	696	698
Emprunts et dettes financières divers (2)	5 900	5 807	93
Autres dettes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19	19	_
Dettes fiscales et sociales	96	96	_
Autres dettes	69	69	_
Produits constatés d'avance	2	2	-
	7 788	6 693	1 095

<sup>(1)</sup> La part à plus d'un an concerne un emprunt participatif à échéance 2003, pouvant être remboursé, par anticipation, à la demande du prêteur (groupe Saint-Gobain) sous certaines conditions. Ce prêt est rémunéré au taux fixe de 5 %.

<sup>(2)</sup> Voir note 8.

#### 10 Entreprises liées

#### (en millions de francs)

	Sociétés consolidées	Autres sociétés du Groupe
ACTIF		
Actif immobilisé		
Titres de participations	5 159	203
Créances rattachées à des participations	1 281	781
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachés	12	8
Autres débiteurs	209	162
PASSIF		
Emprunts et dettes financières divers	5 595	42
Autres dettes liées à des participations	92	-
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	1
Autres dettes	33	23

#### 11 • Engagements donnés hors bilan

#### **Engagements financiers**

(en millions de francs)	1996	1995
Avals et cautions	5 276	5 104
Indemnités de départ en retraite	5	5
Engagements liés à la responsabilité d'associés de SNC/SCS	4 593	4 331
	9 874	9 440

Les garanties, données par la SGE à des établissements financiers ou à des clients pour le compte de ses filiales, représentent 5 milliards de francs, inclus dans le montant des avals et cautions.

#### Engagements en matière de crédit-bail

Les investissements financés par voie de crédit-bail représentent au 31 décembre 1996 un montant résiduel de 420 millions de francs (après 51 millions de francs d'amortissements, dont 13 millions au titre de l'exercice). Ils concernent pour l'essentiel le siège social de la Société Générale d'Entreprises.

Les redevances restant dues au titre de ces différents contrats s'élèvent à 467 millions de francs, dont 345 millions de francs pour la part en capital.

A la suite des opérations de gestion du risque de taux, le coût moyen de financement des crédits-bails au 31 décembre 1996 ressort à 5,5~% à taux variable.

Le règlement de ces redevances se déroulera selon l'échéancier suivant :

#### (en millions de francs)

Redevances dues	
- à moins d'un an	34
- de deux ans à cinq ans	150
- à plus de cinq ans	283
Total à payer	467
Prix d'achat résiduel	70

Les redevances payées dans l'exercice se sont élevées à 38 millions de francs (48 millions de francs en 1995).

#### Engagements liés à l'utilisation d'instruments financiers

La SGE, dans le cadre de sa gestion centralisée du risque de taux, intervient principalement par le biais de contrats de swaps et d'instruments d'assurance de taux.

Les accords de swaps représentaient à la clôture de l'exercice un encours global, couvrant à la fois les dettes financières et les crédits-bails, d'environ 500 millions de francs, dont les échéances se répartissent entre un et dix ans.

#### 12 • Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'est établi à 119 millions de francs en 1996, en baisse de 10,1 % par rapport à l'exercice précédent ; il comprend les refacturations de prestations de services aux filiales du Groupe.

#### 13 Résultat financier

(en millions de francs)	1996	1995	Variation
Revenus du portefeuille	182	164	18
Résultats des SNC/SCS	125	24	101
Frais financiers nets	(75)	(150)	75
Résultats de change	8	4	4
Provisions financières	(8)	(20)	12
Résultat de cession TIAP	343	-	343
Résultat financier	575	22	553

Les revenus du portefeuille comprennent le dividende de Cofiroute pour 115 millions de francs (119 millions de francs en 1995).

La rubrique « résultat de cession TIAP » représente la plus-value de cession des titres Compagnie de Saint-Gobain.

#### 14 Résultat exceptionnel

(en millions de francs)	1996	1995	Variation
Résultat sur opérations en capital			
- Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	5	(2)
- Cessions d'immobilisations financières	1	55	(54)
Résultat sur opérations de gestion	(1 180)	(118)	(1 062)
Provisions exceptionnelles	554	(851)	1 405
Résultat exceptionnel	(622)	(909)	287

Dans le résultat sur opérations de gestion est inclus un abandon de créance sur SGE Deutsche Holding pour 1 155 millions de francs.

Les cessions d'immobilisations financières intégraient au 31 décembre 1995 la plusvalue de cession d'actions GTIE pour 50 millions de francs.

En 1996, le poste « provisions exceptionnelles » comprend des reprises de provisions pour risques constituées antérieurement au titre de SGE Deutsche Holding et d'Amery BV, pour 989 millions de francs.

#### 15 Impôts sur les bénéfices

Au 31 décembre 1996, la SGE dispose d'un report déficitaire et d'amortissements réputés différés pour un montant global de l'ordre de cinq cents millions de francs. Le crédit d'impôt constaté dans le compte de résultat 1996 représente l'impôt payé dans le cadre du régime d'intégration par les filiales à la société mère et imputé sur le déficit de celle-ci.

#### 16 • Rémunérations et effectifs

#### Rémunérations des dirigeants

Le montant des rémunérations des dirigeants du groupe SGE restant à charge de la société mère, y compris les jetons de présence versés aux administrateurs, s'est élevé à 6 millions de francs en 1996 contre 5 millions de francs en 1995.

#### Effectif moyen de la société

Les effectifs moyens de la société passent de 89 personnes (dont 56 ingénieurs et cadres) en 1995 à 74 personnes (dont 51 ingénieurs et cadres) en 1996.

#### 17 • Société consolidant les comptes de la SGE

Compagnie Générale des Eaux Société anonyme au capital de 12 261 340 800 F Siège social : 52, rue d'Anjou - 75984 Paris Cedex 08 RCS PARIS B 780 129 961 Consolidation selon la méthode de l'intégration globale (pourcentage de détention au 31.12.1996 = 80,16 %).

#### 18 • Informations sur les filiales et participations au 31.12.1996

Les informations figurant dans ce tableau concernent exclusivement les comptes sociaux des filiales. *(en milliers de francs)* 

	Capital	report à	Quote-part de capital détenue	Valeur co des titres		Prêts et avances	Montant des	Chiffre d'affaires	Bénéfice ou perte du dernier	Dividendes encaissés
	avant affectation des résultats	affectation	detenue %	Brute	Nette	consentis par la SGE	cautions et avals donnés par la SGE		exercice	par la SGE
A- Renseignements détaill	és									
1- Filiales (50 % au moins du capital détenu par la s	société)									
a- Valeurs françaises										
Campenon Bernard SGE	505 750	39 349	87,99	444 990	444 990	_	116 067	3 937 196	83 146	_
Freyssinet International	22 000	23 375	99,98	56 143	56 143	-	-	25 500	7 120	_
Lefort Francheteau	62 939	-	100,00	67 418	67 418	15 291	-	147 375	18 045	_
Ornem	21 390	(1 106)	100,00	93 289	15 740	158 260	-	-	(4 544)	-
Saunier Duval Électricité	260 000	965	95,01	247 017	247 017	32 429	-	1 908 063	37 578	-
Socofreg	1 913 265	313 729	95,01	2 131 045	2 131 045	-	-	-	49 936	-
Sogea	1 758 679	274 208	59,98	1 145 207	1 145 207	-	-	1 356 202	(396 055)	64 582
Tunzini	149 000	2 112	100,00	149 000	149 000	17 348	400	658 058	1 560	-
b- Valeurs étrangères										
Amery International	600	-	100,00	54 322	-	165 018	374 070	_	(121 164)	-
SGE Deutsche Holding	207 320	(103 170)	100,00	409 212	308 079	683 318	100 000	8 881	369 480	-
<b>2- Participations</b> (10 à 50 % du capital détenu par la sociét	é)									
CBC	273 552	40 536	40,00	80 726	80 726	-	-	1 796 914	(421 765)	_
Consortium Stade de France	100 200	-	33,33	33 400	33 400	112 201	-	13 099	(1 830)	_
Cofiroute	1 014 629	1 523 913	30,88	376 851	376 851	-	-	3 924 176	695 543	115 436
Wanner Isofi	100 000	(3 988)	30,63	30 625	30 625	-	-	647 293	(42 353)	_
B- Renseignements globau	ıx									
1- Filiales non reprises au paragraphe A										
a- Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	24 294	23 551	-	-	-	-	-
b- Filiales étrangères (ensemble)	-	-	-	6 283	-	-	-	-	-	_
2- Participations non repri au paragraphe A	ises									
a- Dans des sociétés françaises (ensemble)	_	-	_	74 708	13 455	_	_	-	_	_
b- Dans des sociétés étrangères (ensemble)	-	-	-	1 214	-	-	_	-	-	_

## Résultats financiers des cinq derniers exercices

	1992	1993	1994	1995	1996
I - Capital en fin d'exercice					
a - Capital social (en milliers de francs)	2 037 846	2 086 187	2 481 818	2 566 752	2 585 205
b - Nombre d'actions ordinaires existantes (1)	23 974 657	24 543 375	29 197 859	30 197 084	30 414 182
c - Nombre maximal d'actions futures à créer par conversion d'obligations (2)	0	0	0	0	0
II - Opérations et résultats de l'exercic	e (en milliers de	francs)			
a - Chiffre d'affaires hors taxes	154 224	129 890	128 644	132 575	119 214
b - Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	399 186	(141 266)	157 092	41 102	(544 814)
c - Impôts sur les bénéfices	(2 906)	19 838	118	50	68 550
d - Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	275 974	172 780	315 035	(851 995)	58 054
e - Résultat distribué	119 873	122 717	145 989	0	0
III - Résultat par action (en francs)					
<ul> <li>a - Résultats après impôts,</li> <li>participation des salariés mais</li> <li>avant amortissements et provisions</li> </ul>	16,77	(6,56)	5,38	1,36	(15,66)
b - Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	11,51	7,04	10,79	(28,21)	1,91
c - Dividende net attribué à chaque action	n 5	5	5	0	0
IV - Personnel					
a - Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	62	72	74	89	74
b - Montant de la masse salariale de l'exercice (en milliers de francs)	29 912	37 898	37 411	42 780	41 623
c - Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (en milliers de francs)	9 764	13 203	13 621	16 361	15 786

<sup>(1)</sup> Il n'existe pas d'action à dividende prioritaire sur la période considérée.

<sup>(2)</sup> Par ailleurs, les options consenties dans le cadre des plans de souscription d'actions autorisés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 1988 et l'assemblée générale mixte du 18 juin 1993 mis en place par les conseils d'administration du 5 décembre 1991, du 6 novembre 1992, du 4 novembre 1993 et du 4 novembre 1994, non encore exercées, représentent un total de 1 170 960 actions au 31 décembre 1996.

# Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31.12.1996

Sociétés	Nombre d'actions ou de parts	Valeur nette comptable (en millions de francs)
Socofreg	17 312 444	2 131,0
Sogea	2 152 725	1 145,2
Campenon Bernard SGE	4 449 900	445,0
Cofiroute	1 253 377	376,9
SGE Deutsche Holding	1	308,1
SDEL - Saunier Duval Électricité	2 470 170	247,0
Tunzini	1 489 999	149,0
CBC	2 735 520	80,7
Lefort Francheteau	629 385	67,4
Freyssinet International STUP	137 470	56,1
Consortium Stade de France	333 998	33,4
Wanner Isofi	306 250	30,6
SNEL	689 794	18,0
Ornem	356 494	15,8
Ascop	14 250	8,0
Thinet Sud	67 999	2,0
Selt	20 250	2,0
Tunzini Thermique Environnement	8 000	0,8
Parking place Vendôme	1 114	0,6
Autres titres	-	5,6
Total des titres de participation et autres titres immobilisés (montant net de provisions)	-	5 123,2

## Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 1996

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1996 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Générale d'Entreprises, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note  $n^\circ$  2 de l'annexe concernant les faits marquants de l'exercice : l'appréciation des risques liés aux garanties locatives consenties aux acquéreurs des programmes de Berlin a conduit la société à constater des provisions. Cellesci ont été déterminées sur la base des hypothèses retenues par des experts immobiliers, dans un marché dont l'évolution reste encore incertaine.

#### 2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et aux détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 30 avril 1997

Bernard Montagne et Associés Deloitte Touche Tohmatsu Salustro Reydel

Michel Bousquet Dominique Descours Bernard Cattenoz Benoît Lebrun

## Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 1996

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous portons à votre connaissance les conventions visées à l'article 101 de cette loi et préalablement autorisées par le conseil d'administration.

#### 1. Cession d'actions Saint-Gobain à la Compagnie Générale des Eaux

Votre société a cédé à la Compagnie Générale des Eaux 2 367 655 actions de la Compagnie de Saint-Gobain pour un montant de 1 563 millions de francs, évalué au cours de Bourse.

Administrateurs concernés: Monsieur Jean-Marie Messier

Monsieur Guy Dejouany Monsieur Jean-Louis Beffa

## 2. Acquisition d'actions de la Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction (CBC) auprès de la Compagnie Générale des Eaux

Par convention en date du 20 décembre 1996, votre société a acquis, auprès de la Compagnie Générale des Eaux, 2 735 520 actions de la Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction (CBC) représentant 40 % du capital de cette dernière, pour un montant de 240,7 millions de francs.

La Compagnie Générale des Eaux s'est engagée à rembourser à votre société 40 % du montant des pertes consolidées de CBC pour l'exercice 1996 qui excéderait 100 millions de francs et, dans l'hypothèse où la situation nette de CBC deviendrait négative, à reconstituer la situation nette pour un montant au moins égal à zéro (soit respectivement 160 millions de francs et 107,7 millions de francs).

La Compagnie Générale des Eaux s'oblige envers votre société à supporter, en proportion de 40 % et dans la limite de 240,7 millions de francs, toute perte par rapport à l'actif net consolidé de CBC au 31 décembre 1996, provenant d'un événement postérieur à cette date, sous certaines conditions et pour un certain nombre d'actifs limitativement visés par la convention.

Administrateurs concernés : Monsieur Jean-Marie Messier

Monsieur Guy Dejouany

Paris, le 30 avril 1997

Bernard Montagne et Associés Salustro Reydel

Deloitte Touche Tohmatsu

Michel Bousquet Dominique Descours Bernard Cattenoz Benoît Lebrun

# Projets de résolutions Assemblée générale ordinaire du 18 juin 1997

#### Première résolution

#### Approbation des comptes de l'exercice 1996

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les opérations et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996 tels qu'ils lui ont été présentés. Elle approuve en particulier le montant des charges non déductibles (article 39.4 du Code général des Impôts) mentionné dans le rapport du conseil d'administration.

#### Deuxième résolution

#### Affectation du résultat de l'exercice 1996

L'assemblée générale, constatant que le bénéfice net de l'exercice 1996 s'élève à 58 054 139,18 francs et que le report à nouveau est inexistant, approuve la proposition d'affectation du résultat faite par le conseil d'administration et décide :

- d'affecter à la réserve légale la somme de 2 902 707 francs,
- de reporter à nouveau la somme de 55 151 432,18 francs.

Il est rappelé, conformément à la loi, qu'il n'a pas été versé de dividende au titre de l'exercice 1995, et que le dividende versé au titre des exercices 1993 et 1994 s'est établi ainsi qu'il suit :

Exercice	Nombre de titres rémunérés	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1993	24 543 375	5,00 F	2,50 F	7,50 F
1994	29 197 859	5,00 F	2,50 F	7,50 F

#### Troisième résolution

Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, leur en donne acte et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

#### Quatrième résolution

#### Quitus au conseil d'administration

En conséquence de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996, l'assemblée générale donne quitus de sa gestion au conseil d'administration jusqu'à la date de clôture dudit exercice.

#### Cinquième résolution

#### Ratification de la cooptation d'un administrateur

L'assemblée générale ratifie, conformément aux dispositions de l'article 94 alinéa 4 de la loi du 24 juillet 1966, la cooptation décidée par le conseil d'administration au cours de sa réunion du 1<sup>er</sup> avril 1997, de Monsieur Guillaume Hannezo en remplacement de Monsieur Jean-Marc Espalioux, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2001.

#### Sixième résolution

#### Ratification de la cooptation d'un administrateur

L'assemblée générale ratifie, conformément aux dispositions de l'article 94 alinéa 4 de la loi du 24 juillet 1966, la cooptation décidée par le conseil d'administration au cours de sa réunion du 25 juin 1996, de la Compagnie Générale des Eaux en remplacement de Monsieur Guy Dejouany, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2001.

#### Septième résolution

#### Pouvoirs pour les formalités

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procèsverbal à l'effet d'opérer tous dépôts et publications prévus par la loi.

Crédits photos : Francis Latreille, Roger D. Smith, C. Barriquand-Treuille, J.-P. Teillet, Christophe Goeury, Jörg Krestschmann, Maori, J.-P. Salomon, E. Luider, Axel Heise, Jacques Lebar, Studio Pons, Philippe Demail, Francis Vigouroux, Philippe Guignard, E. Luider, Christian Lebon, Frédéric Boucher, Eric Bernard, Photothèque groupe SGE, DR.
Conception et réalisation : Nota Bene/Stratéus.
Impression : IMP Graphic.

